

le nouvel Observateur



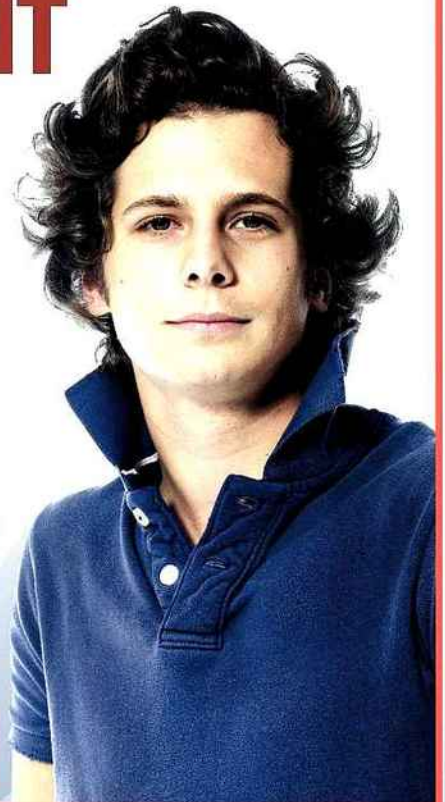
STALINE
LE TYRAN ROUGE
A lire dans **Obs** le Ciné



SARKO / VILLEPIN
CE QUE CACHE LEUR HAINE

LES DIPLÔMES QUI DONNENT DU TRAVAIL

Spécial 24 pages



avec **RTL**

LE NOUVEL OBSERVATEUR CONDAMNÉ À LA DEMANDE DE MÉLANIE GIORGIADIS DITE DIAM'S
PAR ORDONNANCE EN DATE DU 29 JANVIER 2010, LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE STATUANT EN RÉFÉRÉ A CONDAMNÉ LA SOCIÉTÉ LE NOUVEL OBSERVATEUR DU MONDE ÉDITRICE DE L'HEBDOMADAIRE LE NOUVEL OBSERVATEUR À VERSER DES DOMMAGES ET INTÉRÊTS PROVISIONNELS À MÉLANIE GIORGIADIS DITE DIAM'S POUR AVOIR PORTÉ ATTEINTE À SA VIE PRIVÉE ET À SON DROIT À L'IMAGE EN PUBLIANT DANS LE NUMÉRO 2354 DU MAGAZINE LE NOUVEL OBSERVATEUR DATÉ DU 17 AU 23 DÉCEMBRE 2009 DES PROPOS ILLUSTRÉS D'UNE PHOTOGRAPHIE PORTANT ATTEINTE À SES DROITS.

CAUVILLIANGRE - FN / ROBERTO CALDI - BOBELLEROU / AGENCE FRANCE PRESSE
N°2361 DU 4 AU 10 FÉVRIER 2010

EN COUVERTURE

Métier par métier, « le Nouvel Observateur » a enquêté sur les formations qui permettent de s'insérer dans la vie professionnelle. Pour affiner vos choix, notre cédérom « la Cote des diplômés 2010 » passe au crible l'ensemble des filières de l'enseignement supérieur



LES DIPLÔMÉS QUI DONNENT DU TRAVAIL

Quelles études choisir ? Question épineuse pour les familles. A résoudre d'urgence d'ici au 20 mars prochain ! A cette date, en effet, les lycéens français devront avoir formulé leurs vœux de formation supérieure. Rude tâche. Tétanisés par le spectre du chômage et de la déqualification, les ados et leur entourage ont de quoi rester perplexes face à l'usine à gaz de notre enseignement supérieur, ses milliers de diplômés concurrents et ses voies multiples et enchevêtrées... Ajoutez à cela les effets de la crise, et vous comprendrez que l'angoisse monte dans les foyers.

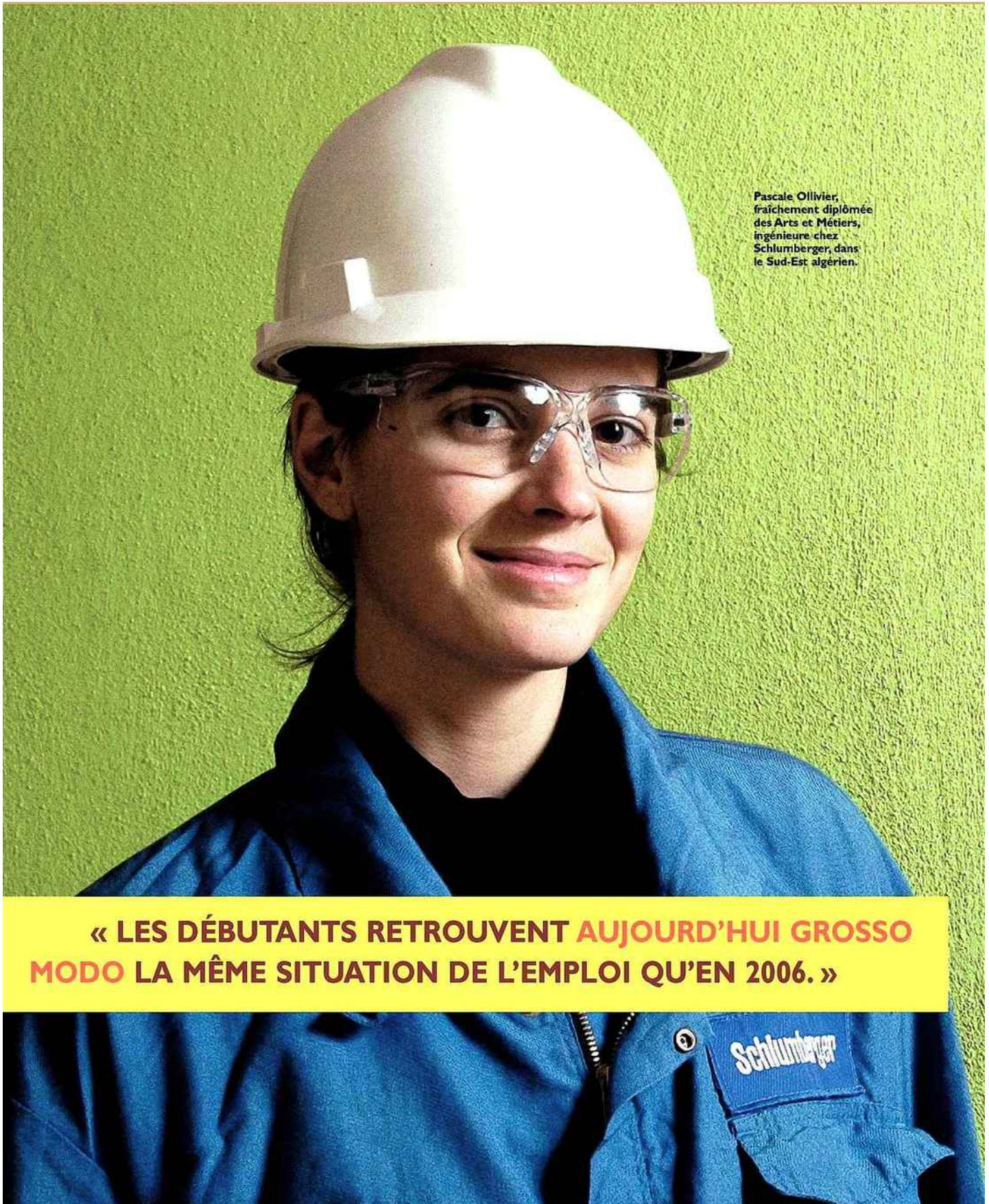
Pourtant les perspectives ne sont pas aussi sombres qu'on pourrait le croire. Les résultats de l'enquête menée par l'Association pour

l'Emploi des Cadres (Apec), que « le Nouvel Observateur » dévoile, sont même encourageants : deux ans après avoir obtenu leur diplôme, 80% des jeunes diplômés de niveau bac+4 sont en poste. Et 93% ont déjà occupé un job. Temps moyen de recherche : deux mois. Nombre moyen de CV envoyés ? Moins de 30. Mieux : 90% des juniors interrogés se disent satisfaits de leur emploi. Plus des deux tiers sont en CDI et empochent, en moyenne, 29 500 euros brut par an. Conclusion : malgré la remontée du chômage, les jeunes qui ont bel et bien décroché un diplôme du supérieur s'en tirent bien. « On a assisté à une chute spectaculaire des offres pour les débutants en 2009, mais on parlait de très haut, d'un marché jusque-là extrêmement favorable. Les débutants retrouvent aujourd'hui grosso modo la

même situation de l'emploi qu'en 2006 », explique Pierre Lamblin, directeur des études à l'Apec. De même, selon une étude du Cereq (Centre d'Etudes et de Recherche sur les Qualifications), les trois quarts des jeunes diplômés de niveau bac+2 ou +3 ont un emploi stable. Et le taux de chômage des heureux détenteurs d'une licence professionnelle ne dépasse pas 6%. Le marché du travail, il est vrai, a connu un trou d'air en 2009. Mais certains métiers recommencent à recruter. Les départs en retraite des classes nombreuses du baby-boom qui vont se multiplier dans les prochaines années dans la banque, l'assurance ou le bâtiment donnent de vraies perspectives aux générations montantes.

La difficulté pour les parents consiste à ouvrir le débat en famille. Entre bachotage

Xavier Romède pour le Nouvel Observateur























Pascale Olivier,
fraîchement diplômée
des Arts et Métiers,
ingénieure chez
Schlumberger, dans
le Sud-Est algérien.

**« LES DÉBUTANTS RETROUVENT AUJOURD'HUI GROSSO
MODO LA MÊME SITUATION DE L'EMPLOI QU'EN 2006. »**

Le palmarès des secteurs qui recrutent

L'insertion des jeunes diplômés à bac+5 (diplômés 2007 observés en juin 2009)

Rang	Spécialités ⁽¹⁾	Pourcentage de demandeurs d'emploi	Pourcentage de CDI	Taux d'insertion ⁽²⁾	Salaire médian brut annuel	Pourcentage de cadres
1	 MATHÉMATIQUES	10%	83%	97%	31 000	78%
2	 INFORMATIQUE, TÉLÉCOMS, MULTIMÉDIA	11%	94%	98%	32 500	93%
3	 INFORMATIQUE DE GESTION	11%	94%	97%	32 000	92%
4	 ÉLECTRONIQUE	13%	89%	93%	29 900	95%
5	 INDUSTRIE, PRODUCTION	16%	85%	95%	32 400	80%
6	 COMMERCE, COMMERCE INTERNATIONAL	17%	83%	96%	30 000	57%
7	 PHYSIQUE, SCIENCES DE LA TERRE	18%	85%	92%	25 000	88%
8	 SANTÉ, ACTION SOCIALE	18%	54%	94%	20 400	52%
9	 COMPTABILITÉ, GESTION	19%	83%	95%	30 800	59%
10	 FINANCE, BANQUE, ASSURANCES	21%	86%	91%	28 000	68%
11	 MARKETING	21%	80%	94%	28 000	54%
12	 RESSOURCES HUMAINES, ADMINISTRATION	21%	64%	94%	23 400	55%
13	 GÉOGRAPHIE, AMÉNAGEMENT, URBANISME	21%	40%	90%	22 000	54%
14	 CHIMIE, SCIENCES DE LA VIE	22%	52%	92%	29 900	69%
15	 LANGUES, LETTRES, DOCUMENTATION	23%	75%	89%	21 600	20%
16	 ÉCONOMIE	23%	68%	90%	24 700	73%
17	 DROIT, SCIENCES POLITIQUES	23%	65%	89%	25 200	52%
18	 PSYCHOLOGIE, SOCIOLOGIE	25%	70%	89%	19 600	40%
19	 ÉDUCATION, FORMATION	25%	47%	94%	18 000	20%
20	 ARTS, ÉDITION, COMMUNICATION	37%	64%	93%	22 000	36%

(1) Les domaines d'activité ont été classés en fonction du taux de chômage croissant et du pourcentage de contrats à durée indéterminée.

(2) Ont occupé un emploi deux ans après le diplôme.

Source : Apeu 2010.

et SMS, nos lycéens ont souvent du mal à réfléchir à leur avenir. Léo, look « métal », tee-shirt à tête de mort et gros godillots, appartient à une espèce rare. A 18 ans, en terminale STL (sciences et techniques de laboratoires), il a une idée à peu près claire de ce qu'il voudrait faire l'année prochaine : « Un bac+2 ou +3 en biotechnologies. » Mieux, il sait que son lycée aura une place pour lui en BTS. Lucie, grande jeune fille à chignon de terminale, entonne, elle, le fameux lamento : « Qu'est-ce que j'peux faire... » Moue un peu butée, elle explique : « Je sais juste de quoi je n'ai pas envie... mais c'est à peu près tout ! » « Beaucoup de lycéens n'ont aucun projet, confirme Michèle Dain, directrice du bureau d'orientation de la Chambre de Commerce de Paris. L'orientation, les ados préfèrent ne pas y penser... ils attendent la dernière minute pour prendre leurs décisions. » Pourtant, il va falloir se décider. Le portail admission-postbac.fr est un véritable guichet unique. Les lycéens y formulent 5 ou 6 vœux d'orien-

« ON NE FAIT BIEN QUE CE QU'ON AIME, C'EST MÊME ESSENTIEL POUR RÉUSSIR. »

tation pour la rentrée 2010, mais le système, qui regroupe l'essentiel des filières, en autorise jusqu'à 36 ! Les procédures sont simplifiées et facilitent les candidatures tous azimuts, notamment en classes préparatoires.

Il faut en profiter. Mais sans se polariser sur la qualité des bulletins. Parmi les nombreux témoignages réunis dans notre dossier, le parcours de Vincent Lemonde est à méditer. Jusqu'au bac, ce jeune chercheur ne semblait guère promis à un brillant avenir. De son propre aveu, il ne se sentait pas à l'aise au lycée. « Pour avoir de bons résultats, il fallait que je bosse beaucoup, ce que je ne faisais pas toujours... », dit-il. Aujourd'hui, il a monté une prometteuse start-up spécialisée dans les images artificielles (voir p. 36). Une éclosion tardive qui n'a rien d'exceptionnel. Bien de grands avocats, chefs d'entreprise, journalistes n'étaient pas des cracks en classe.

Le plus important ? Écouter ses envies. « On ne fait bien que ce qu'on aime, c'est même essentiel pour réussir », rappelle Michèle Dain. Reste à dénicher le cursus qui a le plus de chances de vous conduire avec succès vers le métier et le secteur désirés. Il s'agit de rendre ses rêves accessibles. Pour cela, il faut mener l'enquête sur les attentes des professionnels, les compé-

Des études pour demain

Trois questions à Tristan Klein, chargé de l'enquête « Les métiers en 2020 » au Centre d'Analyse stratégique

Le Nouvel Observateur. – *A quoi ressemblera le marché de l'emploi pour les jeunes diplômés dans cinq ou dix ans ?*

Tristan Klein. – Les jeunes qui entreront sur le marché du travail à partir de 2015 devraient bénéficier d'un contexte favorable. La population active va décroître, avec les départs en retraite des tranches d'âge les plus nombreuses, en particulier chez les cadres et dans les professions intellectuelles. Des places seront à prendre dans les emplois les plus qualifiés. Le recul probable de l'âge de la retraite peut ralentir le renouvellement générationnel, mais seulement à la marge.

N. O. – *Donc, il est recommandé de faire des études ?*

T. Klein. – Plus que jamais ! La France s'est fixé pour objectif d'amener 50% d'une tranche d'âge jusqu'à un diplôme de l'en-

seignement supérieur. Cela me semble tout à fait adapté aux besoins de l'économie. Mais les femmes gagneraient à se diriger vers certaines formations, en particulier dans le domaine scientifique et dans les écoles d'ingénieurs. Il faut aussi veiller aux débouchés professionnels des diplômés.

N. O. – *Comment identifier les bonnes filières ?*

T. Klein. – L'information des jeunes et de leurs familles va continuer à progresser. Déjà, grâce à internet, il y a vraiment moyen de s'informer, de mener sa propre enquête. Mais attention les diplômés d'aujourd'hui devront s'adapter en chemin : 30% des débutants n'exercent pas directement le métier qui correspondait à leur formation.

Propos recueillis par Véronique Radier

tences recherchées. « Une bonne méthode consiste tout simplement à regarder les offres d'emplois ! Regarder concrètement les postes proposés, et les formations demandées », rappelle un spécialiste. Ainsi, il apparaît que les cursus en environnement, trop nombreux et souvent mal adaptés aux besoins des entreprises, ne garantissent pas l'accès à un emploi vert. Pour cela, préférer un solide bagage technique suivi d'une spécialisation dans l'écologie. Mathilde Marie, par exemple, a décroché un poste dans une start-up spécialiste des énergies propres, grâce à son diplôme d'ingénieur à l'Institut national des Sciences appliquées (Insa) (voir p. 26). Rien ne semble devoir arrêter, en revanche, les petits génies

Fac ou grande école ?

Insertion des jeunes diplômés à bac+5
(diplômés 2007 observés en 2009)

	Taux d'insertion ⁽¹⁾	Salaire médian brut annuel	Taux de cadres	Taux de CDI
UNIVERSITÉ	91%	28 400	59%	72%
INGÉNIEURS	97%	33 000	91%	89%
COMMERCE	95%	32 000	66%	85%

(1) Ont occupé un emploi deux ans après le diplôme.

Source : Apec 2010.

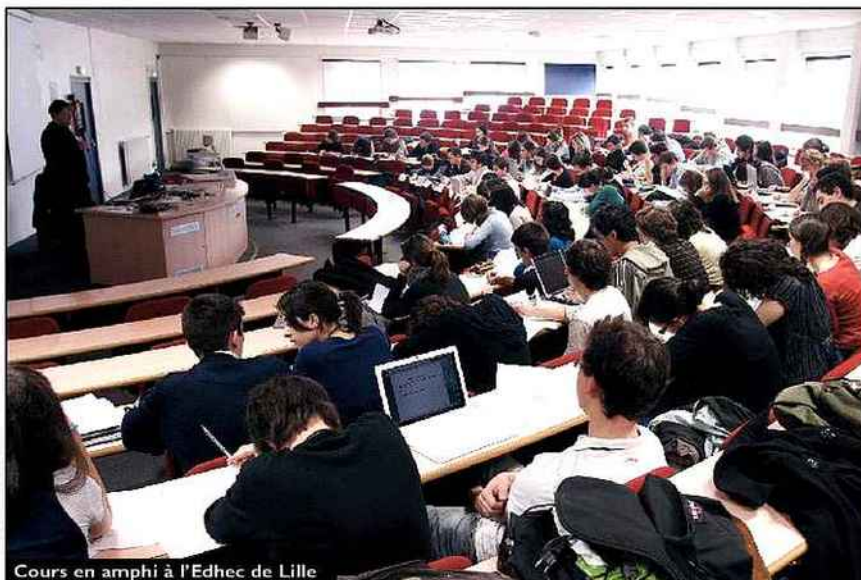
des nouvelles technologies. Même dans des secteurs très embouteillés. En se formant à l'image numérique, Margaux Durand-Rival est devenue animatrice 3D : elle participe à la réalisation de clips et de jingles publicitaires. Quant à Mélissa Bounoua, à peine

sortie de l'école de journalisme de Sciences-Po, elle a été embauchée sur le site internet de la chaîne Arte.

Bien sûr, les entreprises recherchent avant tout des profils très classiques : commerciaux, ingénieurs, contrôleurs de gestion, informaticiens... A 17 ans, ces professions ne font pas forcément rêver. Mais il faut ne pas oublier que l'on peut les exercer dans un cadre attrayant : une fédération sportive, un grand nom de la mode ou une chaîne de télé... Autre enseignement de notre enquête : les entreprises ont de l'appétit pour les chercheurs. Le grand emprunt national y est pour beaucoup : 11 milliards d'euros vont être affectés à la recherche et à l'innovation.

Pour se préparer à des carrières de plus en plus évolutives, les étudiants doivent aussi se doter de plusieurs compétences. Les meilleurs CV se composent à la carte : ici un BTS, là une licence, une admission parallèle en grandes écoles ou un master coté. Ne pas hésiter donc à naviguer d'une filière à l'autre, des facs aux écoles, des formations appliquées aux cursus théoriques. Pour finir, les qualités personnelles, la capacité de travail et l'enthousiasme compteront autant que les connaissances et les compétences acquises. On peut même, comme Alexandrine, 26 ans, faire carrière à rebours. Entrée comme serveuse dans la restauration, elle est aujourd'hui sous-directrice d'une grande brasserie parisienne. Son bac et ses études supérieures, elle les a brillamment réussis... par correspondance, pour un jour ouvrir sa propre affaire. Preuve que tout ne se joue pas avant 20 ans !

VÉRONIQUE RADIER



Nicolas Tavernier-REA

Cours en amphi à l'Edhec de Lille

BTP

Le bâtiment tient !

Malgré un net ralentissement, les embauches continuent avec des jobs plus sympas qu'on ne croit

Effectifs cadres et techniciens : 410 000

Recrutements en 2009 : 8 000

Taux de chômage : 4%

Le secteur a connu des jours meilleurs... L'année démarre mollement mais les entreprises du BTP veulent croire à l'embellie. Primo : la France manque de logements. Secundo : la bataille du développement durable et des économies d'énergie implique la remise aux normes d'une kyrielle de bâtiments administratifs, monuments historiques et habitations. Tertio : de grands travaux d'infrastructure ont été lancés pour soutenir l'économie. Autrement dit, « bien que les perspectives de marché soient encore assez perturbées, il n'est pas question, assure Franck Mougin, DRH de Vinci, de stopper les recrutements ». D'autant qu'il faut aussi compenser des bataillons de départs en retraite. Le géant du BTP prévoit

donc 3 000 embauches en CDI dont 400 jeunes diplômés. Et les salaires annoncés témoignent de la relative rareté des candidats : entre 32 000 et 40 000 euros annuels pour un ingénieur débutant, de 24 000 à 27 000 pour un bac+2. De son côté, Bouygues Construction vise 600 cadres dont 60% de débutants. Colas, filiale du même groupe, 300 cadres dont 200 jeunes diplômés. C'est beaucoup moins qu'en 2008, année florissante : « A l'époque, nos jeunes avaient trois offres d'emploi pour une demande. Aujourd'hui, ils n'en ont plus qu'une et demie », dit Florence Darmon, directrice générale de l'ESTP (Ecole supérieure des Travaux publics). Mais le sort des postulants à une carrière dans le BTP reste enviable dans de nombreux métiers. Il ne sort pas assez de BTS pour fournir les bataillons d'indispensables conducteurs de chantier. Et on manque de bons techniciens dans tous les domaines ou presque (études,

Les meilleurs diplômés

Bac+2 ou +3

→ BTS bâtiment, aménagement finition, constructions métalliques, maintenance des engins, enveloppe du bâtiment, économie de la construction, géomètre topographe, travaux publics, charpente-couverture. DUT Génie civil, génie thermique et énergétique.

→ Licences sciences de l'ingénieur option génie civil, génie thermique, bâtiment et construction, travaux publics, économie de la construction.

Bac+5

→ Ingénieur en BTP (ESTP, Mines, Insa...), master en génie civil (Cergy-Pontoise, Valenciennes, La Rochelle, Centre universitaire Egletons-Limoges, Inis d'Angers). Programmes conjoints écoles d'ingénieurs/université, comme le master matériaux bois INP Lorraine et Nancy-I.

domotique, électro-technique, gestion climatique, géomètres, topographes). En cause, l'image d'un secteur peu glamour, aux conditions de travail parfois éprouvantes.

Les ingénieurs sont très prisés, « surtout formés en alternance », précise Arnel Le Compagnon, président de la commission formation de la Fédération nationale du Bâtiment. Mais les bac+5 d'université marchent aussi très bien, tant dans le BTP que dans l'immobilier. Ainsi, la dernière promo du master Mepi (Maintenance et Exploitation des Patrimoines immobiliers) à Angers était casée à 100% dès sa sortie. Et puis, avis à celles et ceux qui rêvent de carrières rémunératrices, le secteur crée des jobs à haute valeur ajoutée. Notamment des « managers de grands projets », perles rares à même de gérer des chantiers du financement à sa maintenance. « Maîtrisant tout à la fois la technique, la logique du coût global et capables de faire travailler ensemble une multitude de métiers », dit Christophe Leblanc, chef du service recrutement chez Colas. Avec les nouvelles exigences en matière de développement durable, on va, en outre, ajoute Arnel Le Compagnon, « être obligé de garantir des performances à nos clients ». Connaissance de matériaux plus écologiques et nouveaux savoirs juridiques et techniques : tout cela va droit au cœur des bureaux d'ingénierie, dont l'activité devrait être ainsi boostée, selon Florence Darmon. Et pour les filles, encore trop absentes des chantiers, c'est souvent un débouché de prédilection.

NICOLE PÉNICAUT



Xavier Romedeur pour « le Nouvel Observateur »

Gwenael Jan,
consultant en construction
durable, 24 ans

Gwenael avait la fibre bâtiment, mais, comme bien des jeunes, il voulait aussi œuvrer pour la protection de la planète. Mission accomplie : recruté par Greenaffair dès sa sortie de l'ESTP, il conseille des promoteurs et autres passeurs d'ordres pour améliorer les performances

énergétiques et environnementales des bâtiments. Ravi de travailler « utile » et de son job en soi. « Nous assistons nos clients de la conception des projets jusqu'à l'exploitation en passant par le suivi du chantier. Nous les aidons à répondre aux normes françaises et internationales. C'est un métier sans cesse en mouvement, qui suppose de la polyvalence et pas mal de curiosité, ne serait-ce que pour se tenir informé des évolutions techniques et réglementaires. » **N. P.**

BANQUE, FINANCE

La chasse aux juniors

Depuis la crise, les profils qui permettent de limiter risques et coûts sont très recherchés

Effectifs salariés : 1 million (cadres et techniciens comptables et financiers), 600 000 (banque et assurances)

Recrutements cadres en 2009 : conseil 26 000, banque 6 000, assurances 4 400

Taux de chômage : techniciens, 2%, cadres, 2%

Au fond du lac, les traders ? Conspués, accusés de détruire l'économie et l'emploi, virés par charrettes entières de la City et autres places boursières ? Ça, c'était l'année dernière. En 2010, le CAC 40 et la spéculation retrouvent une forme éclatante. Le « Wall Street Journal » prévoit même pour ces golden boys vissés à leurs écrans des bonus himalayens, plus hauts encore qu'en 2007... Au moins pour ceux qui ont conservé leur poste, car côté embauches, pour eux, c'est encore très calme.

Pour les autres, bonne nouvelle : un tiers des troupes va partir en retraite d'ici à dix ans, une aubaine pour les débutants ! Ainsi Matthieu Brun, embauché comme « analyste risques engagement » par la BNP à l'issue de son stage, pour un salaire de 40 000 euros brut mensuels, primes et bonus inclus. Encore tout étonné de la sollicitude des recruteurs pour son master banque et finance à Lyon-II : « Les banques sont venues nous dé-

marcher en direct à la fac ! » Sa mission ? Dans l'air du temps : « Je suis chargé de faire l'analyse et d'évaluer les risques des dossiers de financement de nos clients. » Les banquiers se protègent, mais plus que jamais il leur faut aussi séduire le chaland. Alors tapis rouge pour les commerciaux. Chargés de clientèle, à bac+2 ou +3 ou conseillers en patrimoine pour les bac+4 ou +5. Comme Clément Dunon, 26 ans, diplômé de l'Insec de Bordeaux, une école de commerce. Embauché à la Bred à Paris, avec la perspective d'évoluer rapidement... et un job qui lui plaît. « J'aime bien discuter avec les gens, savoir ce qu'ils font, participer à leur projet. En six mois, j'ai noué des liens. »

Autres perspectives : les services financiers, comptabilité, contrôle de gestion des entreprises. « Ces métiers restent dans le tiérc de tête des plus gros recruteurs, derrière l'informatique et l'ingénierie », dit Pierre Lamblin, directeur des études et recherches à l'Apec (Agence pour l'Emploi des Cadres). Au total, il prévoit quelque 30 000 embauches en 2010, dont

**EDEM AGBODJO,**

25 ans, courtier sur les actions chez GFI, une société américaine

« A 19 ans, je regardais les chaînes d'info financière, fasciné, mais sans rien y comprendre, maintenant, c'est limpide ! Après une licence en sciences de gestion, une maîtrise en finance, puis un master gestion de portefeuille à l'IAE de Paris-XII, je suis courtier sur les actions. Chaque matin, j'ai hâte de découvrir ce qui s'est passé pendant la nuit. Tous les marchés sont corrélés. Pour pouvoir intervenir, il faut comprendre les faits principaux – le comportement du dollar face à l'euro par exemple – le plus vite possible. Et réagir en instantané. Le métier est très exigeant, très stressant, 7h30-18h30 tous les jours, sans vraies pauses. Mais il apporte une grande satisfaction intellectuelle. »

C. B.

Les meilleurs diplômés

Bac+2 ou +3

→ BTS et DUT commerciaux, banque, assurances.

→ Licences professionnelles assurances, banque, gestionnaire de clientèle (université de Picardie).

Bac+5

→ Ecole de commerce, d'ingénieurs, masters CCA, actuariat (Paris-IX), Institut de Sciences financières et d'Assurances (Lyon-I), ingénierie financière (Toulouse-I), probabilité finances (Paris-VI), gestion des instruments financiers (Marne-la-Vallée), banque finance assurance (Lyon-III), gestion patrimoniale (Montpellier-I), gestion financière et fiscalité (Paris-I).
DU d'actuaire.

20% à 30% de jeunes diplômés. Parmi les domaines les plus gourmands : « l'environnement, la pharmacie et la santé, les services aux entreprises », dit Bruno Fadda chez Robert Half International. Mais surtout l'audit et le conseil. Leslie Cataldo, 23 ans, à peine diplômée du même master que Matthieu, déjà embauchée par Ernst and Young et très excitée par son job. « J'aime savoir comment fonctionne une entreprise, être au cœur de tout. Je bouge en permanence. Je vais dans des sociétés très variées pour décortiquer leur activité, interviewer les responsables de service... C'est génial ! »

Autre piste ? Avec la crise, les entreprises cherchent à resserrer les boulons, à maîtriser les coûts, les risques. « Les métiers autour du contrôle et de la réglementation se développent, tels que contrôleur financier, auditeur interne, contrôleur de risques... », poursuit Bruno Fadda. Quant aux compagnies d'assurances, elles recherchent des « contrôleurs de gestion, chefs de projet, souscripteurs d'entreprise, actuaires pour construire les produits d'assurance... », énumère Marie-Carole Lecercle, directeur du recrutement pour Axa-France, un groupe qui recrute 1 000 jeunes diplômés par an. Salaires de départ ? Autour de 38 000 euros brut. Qui dit mieux ?

CAROLINE BRIZARD

COMPTABILITÉ, SECRÉTARIAT, RH

Anglais demandé

Des jobs, mais les salaires sont en baisse

Effectifs : 570 000 cadres comptables et financiers, 350 000 techniciens, 665 000 assistantes et assistantes de direction
Recrutement de cadres en 2009 : 40 000
Taux de chômage : assistante de direction : 11%, techniciens 2%, cadres : 10%

Collaboratrices de grands patrons, de responsables politiques, de personnalités du gotha... Les « super assistantes » ne sont qu'une poignée et constituent presque une caste. « *C'est un métier très particulier, passionnant, parce qu'on est au cœur de tout, on en sait autant sur une organisation que ses plus hauts dirigeants, raconte ainsi Françoise Pouget, directrice de Seref, un cabinet spécialisé. Mais il faut beaucoup de doigté, de souplesse et bien sûr une solide culture générale et économique.* » Après quelques années de bons et loyaux services, c'est le jackpot : « *Les perles peuvent gagner jusqu'à 50 000 euros par an* », évalue Florence Paul, directrice de Plus Cadre. On peut faire ses armes sur le terrain, après un cursus universitaire classique, en démarrant comme petite main d'une assistante de direction. Peu de postes en vue, « *mais il y a une vraie demande* », assure Françoise Pouget.

Au bureau, les comptables ont aussi un bel avenir. Après une formation ad hoc bac+2 ou +3, on s'arrache les débutants qui n'ont pas été dupes des clichés. Car la profession s'est modernisée. Les recruteurs sont particulièrement friands de comptables bilingues, capables d'appliquer les normes internationales et de rédiger en anglais. « *Pour eux, les opportunités sont nombreuses* », assure Florence Paul. Les bac+2 sont d'autant plus rares et prisés que la plupart poursuivent leurs études pour devenir contrôleurs de gestion ou experts-comptables. « *Les entreprises de tous secteurs continuent à recruter, même si la crise a un peu fait fléchir les salaires pour les débutants.* » Du côté des ressources humaines, les entreprises et les collectivités locales continuent à embaucher des spécialistes. Mais les diplômés à bac+5 sont nombreux. Il faut souvent débiter comme assistant en ressources humaines, avant de grimper...

V. R.

Les meilleurs diplômés

Bac+2 ou +3

→ BTS compta-gestion, assistant de manager, DUT GEA, option finances-comptabilité, BTS notariat, licence professionnelle paie (IAE de Lyon-III par exemple). DCG (diplôme de comptabilité et gestion).

Bac+5

→ Ecoles de commerce. Master en ressources humaines « réseau référence RH » de l'IGS, du Celsa, de Sciences-Po. Masters CCA. Diplôme supérieur de comptabilité et gestion.

SPORT, ACTION SOCIALE

Le goût des autres

Si, on peut travailler dans le sport! Mais surtout pour coacher les autres... On s'arrache aussi les managers dans le social

Effectifs : 600 000, dont 106 000 dans le sport

Recrutement : 10 500 cadres en 2009

Taux de chômage : 9%

Est-ce l'effet des campagnes sur le thème « bougez-vous » qui inciterait les Français à faire plus de sport? Jamais les métiers de la forme n'ont autant embauché! Mais pour se caser, il faut ajouter une bonne touche de pragmatisme à son idéal. Comme Charline: fana du ballon rond, c'est finalement derrière un bureau qu'elle dribble au service d'un club de foot troyen. Entre les stages d'été pour les juniors, les animations pour le développement durable, un challenge d'anciens joueurs professionnels, bref, les événements « promo ». « Ils m'ont prise en stage pendant mon master management du sport à Lille-II et j'ai été embauchée dans la foulée... » Un exemple qui n'a plus rien d'exceptionnel. En effet, pour assurer des places à leurs étudiants, les profs de ces disciplines à la fac se sont démenés. Ils ont trouvé des créneaux, des métiers en développement, ont multiplié

licences et masters adaptés. « Nous avons opéré une reconversion phénoménale », revendique Olivier Gagey, responsable du master vieillissement, handicap, mouvement et adaptation à Orsay. Un domaine où la demande explose, allongement de l'espérance de vie oblige: « Chez nous, sept étudiants sur dix sont casés avant même d'avoir soutenu leur mémoire. » On recherche aussi des experts en activités physiques pour les personnes handicapées, des spécialistes des questions d'accessibilité, ou encore des chargés de com dans les fédérations ou les clubs sportifs, comme Charline. Mais la passion a son prix: des salaires modestes - 20 000 euros brut annuels seulement pour la jeune fille malgré son bac+5 - et pas mal de précarité. Pour l'instant, la crise ne s'est pas trop fait sentir. « 60% de nos diplômés sont embauchés en entreprise ou en association, à peine 5% tentent leur chance au concours de l'enseignement », détaille Yann Carin, le responsable de la filière lilloise. Du coup, le concours pour devenir prof de sport - autrefois unique débouché de ces études - est redevenu plus accessible: 14% de reçus en 2009, contre à peine 6% en

Les meilleurs diplômés

Bac+2 ou +3

→ DUT carrières sociales, BTS économie sociale et familiale, licence métiers de la forme, management du sport, gestion et administration des associations sportives (Lille-II), métiers du développement social urbain (Evry, diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé).

Bac+5

→ Masters management du sport (notamment Lille-II, Poitiers), vieillissement, handicap (Paris-Orsay, Paris-Descartes), management des institutions sociales (Paris-XIII). Développement social urbain, (Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines).

2006. Bonne nouvelle pour ceux qui ont la fibre sociale: mairies, régions, associations, grandes entreprises ou ministères recrutent tous azimuts. Des assistantes sociales bien sûr, mais aussi des conseillers en économie sociale et familiale, des chargés de mission en habitat, action publique ou des éducateurs. Un bac+3 est indispensable et quelques années de maturité sont fortement recommandées. Mais on s'arrache surtout les managers pour diriger maisons de retraite, foyers ou associations. On se forme sur le terrain ou bien à la fac, dans quelques bac+5 spécialisés. C'est aujourd'hui le seul secteur où la demande de cadres continue à augmenter régulièrement. **BÉATRICE GIRARD**

PAUL ANSELME,

27 ans, sportif et... chargé de marketing

Rien ne prédestinait ce sportif de haut niveau, champion de badminton, à devenir un gourou de la communication. Pourtant, aujourd'hui, il a carte blanche au sein de la Fédération française des Sports automobiles pour développer la promotion et l'organisation des grands rallyes, promouvoir le site internet et la webTV de la fédération. « Au départ, je me voyais prof de gym et rien d'autre, mais j'ai vite compris que je m'ennuierais ferme à surveiller les élèves au bord du terrain... » Exit l'enseignement donc, Paul opte pour le master management et gestion du sport de Lille-II. « Aujourd'hui, je croque mon métier à pleines dents et je ne regrette pas mon choix ! » Malgré un salaire pas très musclé, entre 1 500 et 2 000 euros net par mois.

B. G.



CULTURE, CRÉATION

Artistes oui, mais formés...

Cinéma, internet, jeux vidéo recherchent des as des nouvelles technologies

Effectifs : 300 000

Taux de chômage : 19%

Q uentin Ricci, 27 ans, est gestionnaire *pipeline*. Rien à voir avec le pétrole. Dans le jargon des effets spéciaux, cela signifie qu'il s'occupe de « l'ensemble des fichiers numériques qui permettent de fabriquer une scène d'animation ». Ce diplômé de Supinfocom, une école très cotée, explique là l'un des nouveaux métiers de l'image, en plein boum depuis quelques années. Magiciens d'un genre nouveau, dotés d'une fibre d'artiste mais aussi très pros en informatique, ils ont pour mission d'éblouir des spectateurs ou consommateurs de plus en plus blasés. Comme ceux, très nombreux, qui se sont rués pour voir « Avatar », la fable écolo futuriste de James Cameron en 3D.

Et il n'y a pas que le cinéma... Les images sont partout : jeux vidéo, cinéma, chaînes de télé, sites web, agences publicitaires mais aussi départements dédiés au sein de grandes entreprises, ils en fabriquent tous. A grand renfort d'effets spéciaux, animation, images virtuelles ou en relief, etc. Un filon pour les créatifs rodés aux dernières évolutions. Ils sont designers, infographistes, webdesigners, développeurs.

Certains débutants font plus que tirer leur épingle du jeu : « Les diplômés de Supinfocom ou des Gobelins sont aspirés par les grands studios, Pixar aux Etats-Unis, Weta Digital en Nouvelle-Zélande, The Mill ou Framstore à Londres », explique Jacques Bled, président de Mac Guff Line, un gros studio d'animation parisien. Dans ce business florissant, la crise n'a fait semblé-t-il que des dégâts limités. « Des studios ont fermé, des productions ont été annulées. Mais le marché est vite reparti, assure Anne Brotot, directrice de Supinfocom. Avec le jeu vidéo et internet, il y a du potentiel. » Et pour longtemps. Car les 15-25 ans, dotés d'un budget loisirs non négligeable, sont d'excellents clients. « Ils dépensent plus que leurs aînés pour leurs pratiques culturelles et sont de grands consommateurs de musique, d'images sous toutes leurs formes », note Tristan Klein, chercheur au Centre d'Analyse stratégique.

MARGAUX DURAND-RIVAL, animatrice 3D

Il suffit d'aller sur YouTube pour voir l'une de ses réalisations : le clip de JP Nataf « Viens me le dire », qui fait évoluer un petit bonhomme au faux air de Casper le fantôme. Elle a aussi signé certains jingles publicitaires de TFI.

Margaux Durand-Rival, 24 ans, est animatrice 3D. Adolescente biberonnée à « Toys Story » et aux jeux vidéo, diplômée de Supinfocom après un bac S (« au cas où je changerais d'avis ») et un an de mise à niveau en dessin, elle est désormais spécialiste des images de synthèse, qu'elle met en mouvement. « Beaucoup de gens sont attirés par le long métrage, les Etats-Unis, les grands studios... Moi je préfère les pubs, les clips, et les petites boîtes, qui offrent plus de responsabilités. » Et du boulot. Intermittente à Paris – un statut qui fait loi dans le secteur – elle gagne, « en moyenne », 2 000 à 2 500 euros par mois.

M. B.



William Beaucardet pour « le Nouvel Observateur »

Les meilleurs diplômés

Bac+2 ou +3

→ BTS audiovisuel (Angoulême, Biarritz), communication visuelle, assistant en création industrielle.

→ Licence professionnelle création multimédia à La Rochelle, Les Gobelins-Ecole de l'Image.

Bac+5

→ Fémis, Louis-Lumière, Supinfocom, écoles nationales d'arts appliqués, Ecole supérieure d'Art et Design de Saint-Etienne, Ensci. Master de l'INP pour la restauration, conservation et restauration des biens culturels à Paris-I, ingénierie des systèmes images et sons à Valenciennes, gestion culturelle (Montpellier-III, Paris-X, Avignon, IEP Grenoble, Dauphine, Arsec-Lyon-II), politiques et gestion de la culture en Europe à Paris-VIII, mise en valeur du patrimoine à Arras.

La pub aussi surfe sur cette nouvelle vague. Ainsi, Céranne Gantzer, 27 ans, titulaire d'un master en trucage numérique à la fac de Valenciennes, supervise en ce moment le tournage d'un film publicitaire. Après quelques années dans une société de postproduction, il est maintenant installé à son compte. Il gagne environ 2 000 euros net « avec des écarts gigantesques » d'un mois sur l'autre. Elise Prieur, 25 ans, diplômée de l'Ensci, une école en design industriel, travaille, elle, pour EDF. Designer de services, elle développe de nouveaux outils de mise en relation avec les clients (réflexion sur les usages, sur les interfaces des objets communicants...).

Tout cela a de quoi enthousiasmer des milliers d'étudiants. Mais gare à l'éblouissement. Une flopée d'écoles, privées et coûteuses (jusqu'à 6 500 euros l'année) promettent monts et merveilles. A vérifier de très près ! Equipement, notoriété des profs, sérieux du cursus, homologation de l'Etat... Et, bien sûr, la réalité de l'insertion professionnelle. Sur les plateaux de tournage, au-delà d'une poi-

gnée de réalisateurs, comédiens ou scénaristes, la majorité des emplois se situe dans la coulisse. « Comme monteur ou éclairagiste, pour des titulaires de BTS audiovisuels notamment », note Fabienne Saillant, en charge du domaine du spectacle pour Pôle Emploi. Il y a aussi quelques profils très techniques dans l'ingénierie et l'exploitation des équipements. « Pour ces métiers passés au numérique, les formations sont encore rares, explique Arlène Savoy-Rodange, spécialiste de l'audiovisuel à Pôle Emploi. Les entreprises ont tendance à recruter des ingénieurs en informatique, qu'elles forment en interne. » BTS audiovisuel, DUT services et réseaux ou une licence en informatique peuvent constituer un début. Nec plus ultra : les masters de l'université de Valenciennes.

Autre stratégie pour se faufiler sur les plateaux de tournage, se former à des fonctions « support ». La Fémis, école emblématique du cinéma, propose une filière « exploitation », moins arty que la « réalisation » mais dont les diplômés ont la quasi-certitude de décrocher un job stable (chargé de diffusion, exploitant de salles...).

Le marché reste « fragmenté »

Les amoureux du spectacle vivant ou du monde culturel, nettement moins florissant, devront eux se cramponner pour le plus modeste strapontin. D'ailleurs, même les bac+5 stars du domaine ont réduit leurs effectifs ou réorienté leurs cursus. Comme Dauphine ou Sciences-Po. La prestigieuse Rue-Saint-Guillaume ne propose plus désormais qu'un master affaires publiques, histoire d'être claire sur la marchandise. « Nous formons à la gestion des opérateurs culturels avec des cours en droit, économie, mais certainement pas en histoire de l'art », explique Karim Amelal, responsable du master. La première promo est actuellement en stage, « à la direction des ressources humaines de la Cité des Sciences, dans le service marketing culturel au Louvre, à l'agence France Museum qui accompagne le projet du Louvre d'Abu Dhabi... ».

Si les collectivités locales offrent quelques opportunités (administration de théâtre, d'orchestre, festivals...), le marché reste « tendu, fragmenté, il fonctionne sur la base du réseau, de la cooptation... ». Pour passionnés surmotivés, bardés de stages et d'expériences, et prêts à vivre de l'air du temps. Comme Roxane Roussel, 25 ans, deux masters en poche (lettres et administration, gestion de la musique à Paris IV-Sorbonne), aujourd'hui attachée de production pour un chœur professionnel. Elle plafonne à 1 600 euros brut par mois en emploi-tremplin, c'est-à-dire financé à moitié par la région Ile-de-France. Pour l'amour de l'art.

MORGANE BERTRAND

HÔTELLERIE, TOURISME

Les meilleurs bagages

Très ouvert, le secteur recrute toujours à tour de bras. Mais les carrières se font au mérite!

Effectifs : 900 000 salariés

Cadres : 63 640 cadres

Recrutement cadres en 2009 : 2 300 (hôtellerie-restauration)

Paris est décidément une ville-lumière. Quatre nouveaux palaces devraient illuminer le quartier des Champs-Élysées d'ici à deux ans : le Royal Monceau, le Shangri La, le Mandarin oriental et le Peninsula. A la clé, des centaines d'emplois, de la gouvernante au directeur commercial, du réceptionniste au gérant du spa, du concierge au chef cuisinier. « C'est une formidable opportunité de travailler pour ces groupes asiatiques de renommée internationale, assure Valérie Lamson, fondatrice du cabinet de recrutement Tovalea. Ils s'attachent au bien-être des clients comme à celui des employés, qu'ils font évoluer très vite en fonction des compétences. » Le futur palace de l'avenue d'Iéna a d'ailleurs créé un blog pour recruter ses 400 collaborateurs : areyoushangri-la-paris.com. A visiter.

Voilà un courant d'air frais dans l'hôtellerie haut de gamme après la morosité des deux dernières années. « Mais attention, les salaires, eux, n'ont pas repris », déplore Valérie Lamson. Et la reprise profite avant tout aux commerciaux. Du coup, les diplômés des écoles de commerce type ESCP ou ceux de Sciences-Po déboulent sur ce marché jusque-là monopolisé par les grandes écoles hôtelières : Lausanne en Suisse ou Vatel en France. Ces candidats-là gardent une prime à l'embauche, ils connaissent le métier de l'intérieur. Comme Damien Jean, diplômé du master 2 « management hôtelier international » de Vatel : « Après un bac S, j'ai été barman puis chef cuisinier. Ensuite, j'ai appris le marketing et la finance chez Vatel. » Il devrait bientôt être embauché à la direction financière du Concorde Lafayette, un 4-étoiles parisien.

Mais la grande école spécialisée n'est pas un passage obligé. « Attention à la floraison de licences et masters aux débouchés incertains, prévient un spécialiste du secteur. Les BTS placent encore correctement en volume des managers, gestionnaires ou responsables adjoints d'établissement dans les chaînes de restauration et d'hôtellerie. » D'ailleurs, le seul métier porteur du moment – le yield manager ou l'art de faire varier les prix en fonction des taux d'occupation des chambres – s'apprend via un BTS de gestion hôtelière. Enfin, nul besoin d'être un « bac+++ » pour terminer en haut de l'échelle. « C'est un rare métier où l'ascension sociale fonctionne à plein, insiste Christian Bruneau, directeur de la publication du journal "l'Hôtellerie Restauration". Dans ce milieu, on ne devient dirigeant souvent

qu'après avoir été réceptionniste ou serveur. »

Ça tombe bien : la pénurie de jeunes professionnels dans ces « petits » métiers, cuisine et service, est récurrente. Le secteur est en tête du baromètre Manpower des prévisions d'embauche pour le 1^{er} trimestre 2010 : +7%. Par ailleurs, le groupe McDonald's annonce 15 100 nouveaux postes en 2010, et Sodexo, numéro un de la restauration collective, 4 500. Des recrutements qui ne sont visiblement pas liés à la baisse de la TVA...

Au regard des armées de cuisiniers et serveurs, les effectifs du tourisme pèsent peu. On compte 48 000 salariés dans les agences de voyage, organismes de tourisme et guides. Pas beaucoup pour un métier qui fait tant rêver. Alors, on peut tenter sa chance au casting lancé par une start-up de Nantes : elle cherche un aventurier capable de raconter ses voyages en vidéo (inscription jusqu'au 18 février sur www.lejobdevosreves.com). Pour les autres, il faut s'accrocher. Si le BTS tourisme reste le seuil minimum pour entrer dans la profession,

Les meilleurs diplômés

Bac+2 ou +3

→ BTS hôtellerie-restauration, tourisme, licences de Dauphine et de Rennes-I ou de l'Esthva (Angers). Grégoire-Ferrandi à Paris, Savignac en Dordogne et Institut Paul-Bocuse à Lyon.

Bac+5

→ Master de la Business School of Tourism (ESC La Rochelle), de l'Esthva, de l'école hôtelière de Lausanne (Suisse), Vatel, MBA de l'Escaet (Aix), de l'IMHI (Essec).

ALEXANDRINE GOMEZ

26 ans, sous-directrice de la brasserie
Chez André à Paris

A 18 ans, Alexandrine a raté son bac. Elle déboule à Paris, où elle suit son amoureux. Premiers pas au bas de l'échelle : serveuse au restaurant Chez Papa, « à la fin du premier jour, c'est le balai qui me tenait ! » Un an plus tard, la voilà déjà responsable du petit déjeuner dans un Mercure, puis barmaid dans un Sofitel où, très vite, elle se hisse à la tête de la restauration. « J'y ai tout appris : me maquiller, parler correctement... » Un passage à l'académie de formation Accor, et la voilà responsable du bar dans un plus grand Sofitel, puis maître d'hôtel et, aujourd'hui, sous-directrice chez André, une grande brasserie. Son salaire ? « Autour de 3 000 euros. » Et elle ne s'en tiendra sans doute pas là. En parallèle, Alexandrine a décroché son bac, un diplôme de comptable et une licence de gestion-direction d'entreprise. Elle a bien l'intention « d'ouvrir quelque chose... autour du vin ». Pas étonnant : elle est originaire de Saint-Emilion.

E. R.



William Beaucardet pour « le Nouvel Observateur »

les débouchés se réduisent : les entreprises recrutent en priorité des spécialistes de marketing ou d'informatique qu'ils forment ensuite aux métiers du tourisme. Et là encore, ce sont les commerciaux qui ont la cote, comme les

« chefs de produit », ces baroudeurs qui conçoivent des circuits touristiques. Résultat, les diplômés des écoles de commerce raflent la majorité des postes. Enfin presque tous. Après un master management des entreprises et des

institutions du tourisme à l'Esthva d'Angers, Sophie Goubeau a été embauchée chez un tour-opérateur spécialiste des régions polaires, 66° Nord. Là voilà, à 23 ans, « assistante de production et de marketing ». Son job : assister le directeur dans la préparation de circuits en Norvège et au Canada. Son salaire : 1 800 euros brut par mois.

« On ne fait pas du tourisme pour faire fortune », rappelle Laurence Moisy, directrice du Pôle Tourisme à l'Esthva d'Angers. *Mais de véritables opportunités apparaissent au fur et à mesure que la filière se structure.* Un exemple : la toute nouvelle licence pro « métiers touristiques de la découverte économique » qu'a suivie Charlotte Tardivel. Au sein de l'association Tistra où elle est chargée de mission, la jeune femme doit favoriser l'ouverture des entreprises de Rhône-Alpes aux touristes. L'usine Badoit, comme les laboratoires de recherche. Autre piste : les nouvelles technologies. « Nos étudiants sont recrutés avant la fin de leur master comme responsables de l'environnement numérique dans les offices de tourisme, les châteaux ou les musées », indique Laurence Moisy. Ou encore l'hôtellerie de plein air. N'oublions pas que le camping est le premier mode d'hébergement touristique en France...

EVE ROGER

ARTISANAT

Des métiers vrais

Boulangers, plombier ou coiffeur... Le secteur, dont l'image s'améliore, s'ouvre à des cadres déboussolés par la crise

Effectifs : 3,1 millions d'actifs
Recrutement : 430 000 emplois créés en sept ans

Et maintenant, un reportage sur un petit sabotier des Landes... » L'artisan a souvent la vedette au journal de 13 heures de Jean-Pierre Pernaut sur TF1. Un chouette coup de pub mais un petit coup de vieux. A la télé, l'artisanat c'est un peu « les Choristes » : une ritournelle nostalgique sur le savoir-faire d'antan. Ce n'est pas faux : les artisans sont des gardiens de la tradition. Mais le secteur, qui regroupe 250 métiers, a beaucoup évolué. Avec 300 milliards d'euros de chiffre d'affaires, c'est le premier de France. Il est passé de 800 000 à 920 000 entreprises depuis 2001 et a représenté un quart des créations d'emplois. L'artisanat n'a pas été épargné par la crise, mais il continue

d'embaucher. Et attire un nouveau public. Ainsi, de plus en plus de cadres, lassés par leur job, investissent leur pécule dans l'entrepreneuriat artisanal. Un constat de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat. « La crise a accentué la quête de sens, explique l'un de ses représentants, nous incarnons le concret. »

« Un côté artistique »

Aujourd'hui, dans beaucoup d'entreprises, comptables, responsables marketing ou juristes demandent à suivre des formations de plombier, de cordonnier ou encore

d'ébéniste. Une démarche impensable il y a encore quelques années. « Trop de gens venaient par défaut, dit Sylvie Boyer, qui fait du tissage d'art depuis trente ans. J'accueille environ une vingtaine de personnes en formation chaque année. Parmi eux, beaucoup de professionnels de santé. Pourtant le tissage est un métier dur, peu rentable. Il faut avoir la passion ! » Les métiers d'art ne sont pas les plus lucratifs mais ils sont jugés nobles... Pour attirer les plus jeunes vers des domaines moins glamour, la chambre des métiers a créé un prix Arts et Métiers, sorte de César de l'artisanat. Ses lauréats sont immortalisés par une photo réalisée par le célèbre Studio Harcourt. Car on manque de jeunes bouchers, boulangers, coiffeurs, couvreurs, mais aussi réparateurs de voitures. « Quand j'ai voulu faire ce boulot, à la fin des années 1990, ça signifiait échec, dit Benoît, carrossier. C'était vu comme une punition. Moi, j'y vois aussi un côté artistique. » En 2008, 28% des artisans éprouvaient des difficultés pour trouver de la main-d'œuvre qualifiée.

Car trop souvent, lycéens ou étudiants ne réalisent pas que cela peut les concerner. « Sur nos forums, ils découvrent qu'un menuisier travaille avec un ordinateur.

Que certaines professions utilisent de la très haute technologie, comme la fabrication d'implants chirurgicaux. » Le secteur a donc créé des diplômes sur mesure en cuisine ou en boulangerie destinés à des bacheliers ou plus et mêlant compétences techniques et managériales. Ou encore environnementales. « Nos métiers se mettent au vert. On cherche par exemple des professionnels pour faire des études thermiques. C'est tout un nouveau marché, dit Isabelle Planchais, de la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment, on ne vous propose plus seulement l'installation d'une fenêtre, mais aussi des conseils en isolation, des matières durables... » L'artisan vit avec son temps.

<http://www.artisanat.fr>
STÉPHANE ARTETA



Photos Jacques Graf - Redphoto pour le Nouvel Observateur

CATHERINE ET GILLES VÉROT charcutiers stars

Médailles d'or du jambon blanc, prix du meilleur pâté de foie, champions de France du fromage de tête... Catherine et Gilles Vérot collectionnent les prix. Ce couple de jeunes charcutiers a également reçu celui de la « Dynamique commerciale » de l'Édition Stars et Métiers, les César de l'artisanat. Leurs diplômes ? Un CAP pour Gilles, une école hôtelière pour Catherine. Avec plus de 30 employés et 2,8 millions de chiffre d'affaires, ils font rimer charcuterie et success-story. Le pâté, c'est branché. Et

le jambon, ils le proposent en « Collections ». « On l'associe souvent à l'image passiste d'un découpeur en blouse blanche, dit Gilles Vérot, pourtant le métier est désormais comparable à la cuisine. Les jeunes qui postulent sont très motivés, ça m'enchant. Charcutier est synonyme de créativité. Pour cela, il faut innover. » Les Vérot, qui possèdent deux établissements à Paris, sont les fournisseurs de bars à vin new-yorkais : le Café Boulud et le DBGB Kitchen and Bar.

S. A.

MÉDECINE, PHARMACIE

Le fabuleux destin des carabins

Enfin! Le concours en fin de première année de médecine vient d'être réformé. Les places sont toujours aussi chères, mais les étudiants mieux orientés

Effectifs : près d'un million, dont 496 000 infirmiers, 210 000 médecins, 73 000 pharmaciens, 67 000 kinés.

Recrutement : environ 15 000 par an dont 7 400 médecins

Taux de chômage : 1%

Dans les milieux bien informés, la dernière destination à la mode a longtemps été la Belgique. Ou la Suisse. Voire l'Autriche. Désormais, c'est la Croatie. Pour quoi faire ? Des études de médecine en échappant à l'implacable couperet du concours français. Dans les starting-blocks : 50 000 bacheliers scientifiques, profil premier de la classe. A l'arrivée : 7 400 places en deuxième année. D'où la fuite vers des pays où la sélection est moins rude, mais les études nettement plus chères (7 000 euros par an pour la fac de Zagreb) et en anglais. Un phénomène qui n'est pas près de s'estomper : en quelques années, le nombre d'étudiants en première année dans nos amphis a presque doublé.

L'appel des amphis est irrésistible

Pour limiter la casse, le concours vient d'être enfin réformé. Dès la rentrée 2010, futurs médecins, dentistes, sages-femmes et pharmaciens plancheront ensemble, au sein d'une première année commune, les pharmaciens faisant jusque-là bande à part. Fini le système de vœux mal fichu, qui pouvait conduire à devenir dentiste celui ou celle qui rêvait d'être dermatologue ou pédiatre. Désormais, chacun des quatre métiers aura son concours propre. Libre bien entendu à chacun d'en présenter autant qu'il le souhaite. Un « concours blanc » en milieu de première année permettra de déterminer la filière dans laquelle on a les meilleures chances de réussir. Fini aussi les redoublements massifs, désormais réservés aux étudiants les mieux placés. Les autres seront invités à se réorienter vers une année de sciences (biotechnologie, chimie...) avant de pouvoir à nouveau tenter leur chance. Les passerelles vers d'autres filières (sciences humaines, droit et santé, économie et santé...) ou vers les formations paramédicales doivent aussi se multiplier.

FLORENT VERSAILLIS, 31 ans, médecin généraliste

Fils de profs, il ne saurait dire ce qui l'a poussé à se faire disciple d'Hippocrate. Mais il s'est toujours vu généraliste. Rêve exaucé depuis deux ans, depuis qu'il se partage entre deux cabinets situés près d'Amiens. Ses patients sont ruraux, rarement fortunés, « des gens fidèles, plutôt moins "consommateurs" que les urbains », estime-t-il. Amiénois de naissance, il n'a pas déserté une région généralement fuie par ses confrères. « Si la fac de médecine était plus

ouverte aux enfants de familles modestes, les praticiens resteraient plus dans leur ville d'origine. » Malgré son jeune âge, il a déjà l'expérience d'un praticien chevronné... Son travail démarre à 9 heures, se termine à 20 heures, du lundi au samedi midi. Plus quelques nuits de garde chaque mois. « Financièrement, je ne suis pas à plaindre, mais je me dis souvent que ce que j'accomplis a plus de valeur que 22 euros par consultation... » Au moins jure-t-il qu'il ne se laissera pas « manger par le travail », comme les toubibs de la vieille école. « Je reste vigilant. »

A. G.



Michel Libert-Asa-Pictures pour le 'Nouvel Observateur'

C'est un progrès pour une filière surtout victime de son succès. Car les blouses blanches ne pointent pas au Pôle Emploi et restent globalement bien payés – en moyenne 86 300 euros net par an, par exemple, pour un médecin libéral. Avec le prestige en prime. « C'est aussi l'un des derniers secteurs où l'on est regardé comme celui qui possède la savoir », reconnaît Michaël Peyromaure, chirurgien urologue à l'hôpital Cochin. Depuis qu'en 2000 l'Etat a sensiblement desserré le numerus clausus – le nombre de places offertes en deuxième année – l'appel des amphis semble irrésistible. Si cet assouplissement a laissé passer deux fois plus de médecins et dix fois plus de pharmaciens,

le nombre de candidats a aussi grimpé!

Et comme les amphis n'ont pas été agrandis, les conditions d'études des futurs carabins sont parfois hallucinantes : pas de places assises, cours dédoublés, données sur cédroms, etc. Le tout dans un tapage qu'on s' imagine difficilement. « Il ne faut pas se laisser impressionner, c'est du folklore », assure Bertrand, ancien étudiant, aujourd'hui généraliste. Un bizutage imposé par les redoublants, histoire d'en décourager certains. En moyenne, au bout de deux ans, seul un étudiant sur trois décroche une place en deuxième année. Et en médecine, spécialité la plus recherchée, le taux de réussite ne dépasse pas 16%. C'est peu. Et encore,

d'une fac à l'autre, le numerus clausus, en principe lié aux besoins de la région, varie beaucoup : les étudiants de Marseille (11% de réussite en 2009) ont ainsi moins de chances que ceux de Clermont-Ferrand (17%). Les épreuves aussi varient d'une fac à l'autre mais, quoi qu'il en soit, elles restent taillées sur mesure pour les grosses têtes à profil très scolaire. Seulement 5% des bacheliers sans mention décrochent la timbale, contre 61% avec la mention très bien, et 42% avec bien. Beaucoup d'étudiants n'hésitent pas à casser leur tirelire (jusqu'à 1 500 euros par an) pour bachoter dans des prépas privées.

« La pharmacie : assez accessible »

Heureusement, toutes les spécialités ne sont pas aussi engorgées que médecine. « *La pharmacie sent un peu trop la poussière pour attirer du monde*, sourit Sylvie, en 4^e année à Châtenay-Malabry. *Du coup, elle reste relativement accessible.* » « *Relativement* », en effet : un étudiant sur quatre en moyenne décroche le concours. Pour un métier qui offre pourtant de coquets salaires de démarrage : 30 000 euros annuels en officine et 34 000 euros dans l'industrie. Aucune crise de vocation, en revanche, chez les vétérinaires : en 2009, ils n'ont été – numerus clausus oblige – que 19% à décrocher le concours. Plus modestes que ceux des médecins, les revenus restent là encore à la hauteur : 50 000 à 60 000 euros net annuels pour un libéral. Mais cela pourrait changer car le concours est surtout pris d'assaut par les jeunes filles. Mais elles rêvent souvent de soigner chiens et chats dans les villes – saturées de praticiens –, alors qu'on recherche toujours, désespérément, des bras dans certaines zones rurales.

Il en va d'ailleurs de même pour la plupart des métiers du médical et paramédical. Les infirmiers(res), par exemple. Ils ont beau être 30 000 à débarquer chaque année sur le marché, c'est encore trop peu au regard des besoins ! A tel point que l'Etat vient de revaloriser un peu la profession en lui donnant le grade de licence – normal pour une formation qui dure trois ans après le bac et s'efforce de retarder les départs en retraite. Cela n'empêche pas les horaires éprouvants de l'hôpital et ses salaires chétifs (1 490 euros net pour un débutant) de continuer à rebuter les candidats. En libéral c'est nettement mieux, mais pour des journées interminables. Idem pour les kinés, eux aussi chichement payés dans le public, mais s'en tirant nettement mieux en libéral avec 2 200 à 2 500 euros net par mois dès leur deuxième année d'exercice et 3 500 euros à quatre ou cinq ans. Pas si mal.

ARNAUD GONZAGUE

ENVIRONNEMENT

S'orienter dans la jungle

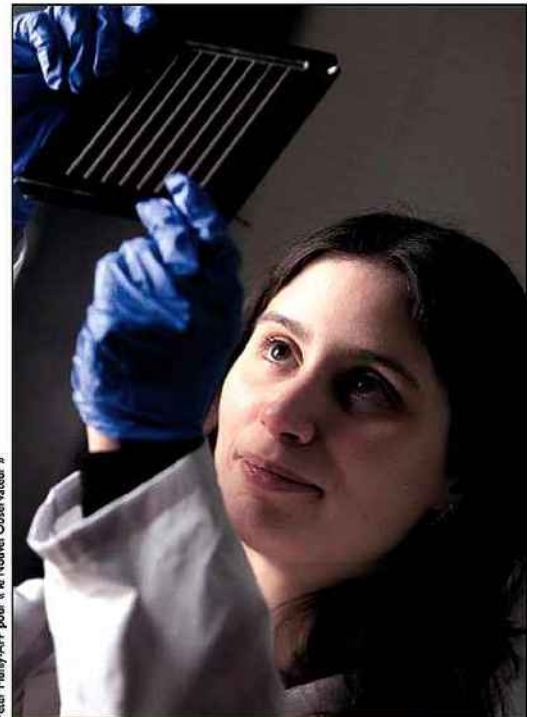
Dans ce secteur pionnier, mieux vaut une formation solide d'ingénieur, de technicien ou même de commercial

Effectifs : 400 000 (public et privé)
Recrutement : 15 800

Qui veut sauver la planète ? Tous les jeunes ou presque... Au Salon des « emplois verts », cet automne à la Villette, à Paris, c'était la folie. Il fallait attendre deux heures pour déposer son

CV auprès de recruteurs submergés de demandes, médusés par tant de succès. Déception pour beaucoup de candidats dopés à l'enthousiasme du ministre de l'Ecologie Jean-Louis Borloo, et aux promesses du Grenelle. Beaucoup l'ont compris ce jour-là : les 600 000 jobs verts annoncés en France d'ici à 2020 sont encore largement virtuels. Et les diplômés les plus prisés par les entreprises ne sont pas forcément ceux que l'on croit. Ainsi, cette jeune fille venue du Sud pleine d'espoir avec son BTS gestion et protection de la nature a été fort déçue. On ne recrute pas en France des bataillons de gardiens de parcs naturels. D'ailleurs il faut couper court à un malentendu. Une large part de ces 600 000 emplois en devenir concernent le BTP, pour rendre nos bâtiments moins énergivores. Des postes très techniques, dont on ne voit guère la couleur pour l'instant, car les lois contraignantes pour les logements anciens n'ont pas suivi. Quant aux emplois déjà existants, ils se situent pour l'essentiel autour du retraitement de nos déchets, de leur recyclage, de l'épuration des eaux, etc. Guère bucolique.

Autre souci, les « diplômés verts » ont poussé trop vite, répondant à l'engouement des étudiants mais sans tenir compte des attentes d'un marché pas encore mûr. Les titulaires de master qualité-sécurité-environnement sont désormais si nombreux qu'ils peinent à se placer. « *Il ne faut pas laisser croire aux jeunes que les emplois verts, ce n'est que la sécurité environnement* », explique Sébastien Gourguillat, chargé du développement durable à Réseau ferré de France. « *Sur un chantier de développement ferroviaire de 4 000 personnes, on ne compte que 25 environnementalistes... L'avenir est plutôt aux titulaires d'un bon*



Peter Nuhly-APP pour « le Nouvel Observateur »

MATHILDE MARIE,
22 ans, ingénieure
dans une start-up de l'énergie

Travailleuse du futur : Mathilde sauve la planète, construit l'Europe, et travaille en nomade. Cette diplômée de l'Insa-Toulouse voulait un job « vert », elle l'a eu : sa start-up, SolarPrint Ltd, travaille sur des cellules photovoltaïques nouvelle génération, fonctionnant sans silicium, potentiellement plus rentables et plus efficaces. Installée à Dublin, elle adore l'ambiance de travail, l'équipe de huit garçons et deux filles, dont elle est la cadette, et apprécie la capitale irlandaise où elle vit en colocation avec quatre Irlandais. Pas le temps d'avoir le mal du pays : une semaine par mois, elle revient chez elle à Colomiers, près de Toulouse, où elle bosse en télétravail. Une professionnelle du XXI^e siècle. **J. de L.**

diplôme d'ingénieur avec module d'environnement, comme à l'Ecole nationale des Travaux publics de l'Etat. » Analyse confirmée par Patrice Guyader, directeur de l'emploi du groupe PSA Peugeot Citroën, qui trônait à ce Salon devant un scooter hybride : « *La guerre contre les niveaux d'émission de CO₂ est une lutte de tous les instants. A terme tous nos emplois seront "verts". Dans les grandes écoles d'ingénieurs, les étudiants sont prévenus. Donc nous aurons besoin des mêmes profils qu'aujourd'hui : Centrale, Arts et Métiers, Supélec, écoles de commerce, etc.* » Autrement dit, les formations traditionnelles teintes en vert se négocient mieux sur le marché du travail que les nouvelles formations dédiées.

Même dans le « green tech » à la française, on recherche surtout des chercheurs innovants, des ingénieurs agro, mais aussi des commerciaux pour démarcher des clients potentiels. Que ce soit pour répondre aux nouveaux besoins de l'agriculture « raisonnée », concevoir des outils diagnostiques, des logiciels ad hoc ou des protocoles de dépollution des sols. Mais le créneau le plus porteur pour l'instant est celui de l'efficacité énergétique. Chez son champion Cofely, filiale de GDF Suez, on recrute à tous les niveaux : des ingénieurs (UTC, Mines, Mines de Douai) mais aussi des bataillons de techniciens en maintenance énergétique formés en alternance.

Profils techno également demandés dans les secteurs du photovoltaïque, des éoliennes, de l'énergie biomasse. Des activités ultra-prometteuses où la France accuse un certain retard. Quelques pionniers montrent le chemin : Vergnet, l'industriel français des éoliennes, (plus de 200 personnes, 600 éoliennes construites dans le monde) a vu ses effectifs croître de 25% depuis 2006. Actuellement, l'entreprise recherche des ingénieurs généralistes ou spécialisés dans les

Les meilleurs diplômés

Bac+2 ou +3

- BTS gestion et maîtrise de l'eau, constructions métalliques.
- Licences agriculture et développement durable (Amiens), métiers du démantèlement et des déchets (Nîmes), éco-conception (Reims, Lyon-I), traçabilité (Angers), énergies renouvelables.

Bac+5

- Ecoles de commerce, d'ingénieurs (notamment AgroParisTech, ESA, Ecole de Purpan), master stratégie de développement durable (Versailles - Saint-Quentin) Euroaquae à Nice, traçabilité (Montpellier-II, Grenoble-I), gestion des déchets (Grenoble-I, Paris-XI, Cergy-Pontoise ou Université du Maine), prévention ou gestion des risques (Aix-Marseille, Lyon-I, Paris-VII, Versailles - Saint-Quentin), gestion durable des ressources (Franche-Comté), matériau bois (Enstib de Nancy), énergies renouvelables (Perpignan, Corse), aménagement et urbanisme (Paris-VIII, Marne-la-Vallée). Master management du développement durable (HEC, Ceram), en éco-conception et management environnemental (Ensam Chambéry), ingénierie et gestion de l'environnement (Ecole des Ponts).

domaines électrique ou électrotechnique.

Quant à ceux qui rêvent de devenir « responsables développement durable », ou « responsables diversité et responsabilité sociale des entreprises », prudence. Selon une récente étude du cabinet Michael Page, ces postes sont souvent pourvus par mobilité interne dans l'entreprise. Tout le monde n'a pas autant de chance que Bastien Nicaise, 28 ans, master interaction climat-environnement à la fac de Versailles-Saint-Quentin. Chargé de programme au département des Relations extérieures monégasque, il a participé au sommet de Copenhague, voyage régulièrement au Maroc et en Tunisie où la Principauté finance des projets de développement.

Restent des postes de « pédagoges verts » au sein des collectivités locales, des fondations, des chambres de commerce. Comme Raphaël Deotte, 25 ans, ingénieur en agrodéveloppement international, master en responsabilité

sociale des entreprises. Conseiller à la CCIP de Seine-Saint-Denis, il effectue des diagnostics « environnement », « déchets », « conditions de travail » dans les PME du département puis construit avec elles des plans d'action concrets. Cet enthousiaste a le sentiment de faire bouger les choses. Tout comme Aurore Klepper, 26 ans, titulaire d'un master analyse économique et gestion des risques. Elle est chargée d'études à Fondaterra, fondation rassemblant des institutions publiques et privées. « *J'ai commencé ma carrière en effectuant le bilan carbone de la ville de Mantes-la-Jolie. Maintenant, j'accompagne des projets locaux. Ainsi, on essaie de monter une chaufferie biomasse pour la chaleur urbaine sur un territoire du nord des Yvelines.* » Ces jeunes-là sont épanouis : la génération verte aime trouver des jobs en accord avec ses convictions.

JACQUELINE DE LINARES

INDUSTRIE

Une machine à emplois

Malgré la crise et les délocalisations, la production continue de fournir des jobs qualifiés. Les bons filons? L'énergie et les biotechnologies

Effectifs : 3 450 000 (dont 232 000 cadres)
Recrutement cadres en 2009 : 24 000
Taux de chômage cadres : 3,5%

Mais si, on embauche encore dans l'industrie! On s'arache même certains jeunes diplômés. Ainsi, à 25 ans, Cyril Mak est régulièrement «chassé» par des recruteurs. Son secret? Un CV extra : master bio-ingénierie de la santé à la fac de Toulouse, diplôme d'ingénieur à l'Insa de Toulouse, et un master spécialisé «ingénieur d'affaires industrielles» dans la même école. Actuellement, Cyril est responsable commercial pour la Normandie et le Centre chez un géant américain de logiciels pour l'industrie. Que n'a-t-on entendu? Les métiers de l'industrie ne seraient pas sexy, sentiraient le cambouis, s'exerceraient sous un ciel gris et bas! Or on peut s'y éclater. Sans même sortir de Centrale ou de Polytechnique.

Prenez Benoît Bossuge : à 25 ans, pur produit de l'université, il vit une grande aventure professionnelle aux Etats-Unis, à Washington. «Je travaille à 20 minutes de chez Obama», dit-il en souriant. Qualité de vie et job en or chez un grand de la pharmacie où il est payé «deux fois et demie plus qu'en France». Il participe à l'élaboration de médicaments, par exemple, contre le cancer ou l'asthme. Un poste à responsabilité qui a du sens et qui lui plaît! Grâce à son parcours bien pensé : DUT analyse biologique puis master en ingénierie biochimique à Lyon-I. Pendant son VIE (volontariat international en entreprise) en Pennsylvanie pour Sanofi Aventis, il a décroché ce poste. Sachant qu'on lui déroulera un tapis rouge le jour où il verra revenir en France...

Pourtant, bien des jeunes hésitent à entamer une carrière dans l'industrie, inquiets du déclin de certaines activités ou de la concurrence des pays émergents. Certes, des usines ferment, des groupes délocalisent et, de l'agroalimentaire à la métallurgie, tout le monde a connu un ralentissement plus ou moins brutal avec la crise financière interna-

PASCALLE OLLIVIER,
ingénieure terrain dans
les puits algériens

Habiter en plein désert sur une «base de vie» avec 600 professionnels du pétrole à Hassi Messaoud, cette ville du Sud-Est algérien entièrement tournée vers l'exploitation de l'or noir. Parcourir le désert pour aller visiter et entretenir les puits de pétrole. Pascale Ollivier, jeune ingénieure fraîchement diplômée des Arts et Métiers, est toujours sous le charme de cette vie étrange, de cette ambiance d'aventure, chez Schlumberger, prestataire de services pour les pétroliers. Au départ, il y avait une petite Savoyarde grandie près du lac du Bourget, passionnée de mécanique. Ça arrive aussi aux filles. «Je jouais au Lego.» Elle a adoré étudier dans son école d'ingénieurs très orientée technique. Elle voulait un métier proche de la production, ne s'imaginait pas dans un bureau. «Je suis ingénieure terrain. Je teste le bon fonctionnement des puits. Un travail pratique. Ce que je voulais», explique-t-elle. **J. de L.**

tionale. Mais le secteur reste gros pourvoyeur d'emplois. Il fait vivre un Français actif sur huit, couvre des domaines très larges, invente de nouveaux métiers. Et si, comme le montre une étude du ministère, dans le Nord et l'Est, des postes disparaissent, il s'en crée sous les cieux ensoleillés de Midi-Pyrénées et d'Aquitaine. Sans parler de nos voisins européens, notamment

l'Allemagne et la Suisse, en pénurie chronique de débutants.

Certes, le marché des offres d'emplois s'est tassé en 2009. «C'est plus long pour trouver du travail», explique-t-on aux Arts et Métiers à Paris, ou à l'Insa de Toulouse, mais la situation s'est beaucoup moins dégradée que ce que l'on attendait. Et puis la crise a frappé inégalement les secteurs. Si nos fleurons, automobile, plasturgie, chimie... tournent au ralenti, ils embauchent quand même : 3 000 cadres en 2009 pour la seule métallurgie. Il faut bien faire face aux départs en retraite. Ainsi Julien Valentini, 26 ans, ingénieur méthode chez un sous-traitant de l'automobile en région lyonnaise. Amoureux des machines, ce bon élève a dû s'accrocher pour aller au bout de sa vocation! Nos diplômés techniques sont si snobés que ses profs voulaient le décourager, quand il a choisi un bac STI (sciences et techniques industrielles). Après une prépa techno, il a opté pour la fac, peu attiré par l'ambiance grande école. Licence puis master de mécanique à Lyon-I. «Un cursus qui mène en général aux bureaux d'études mais je voulais commencer par la technique.»

Vers quels secteurs s'orienter? L'énergie continue d'ouvrir assez largement ses portes. GDF Suez, EDF, Areva ou Total figurent ainsi au top 50 des plus gros recruteurs 2010 de «Challenges» (n° 194). L'or



Les meilleurs diplômes

Bac+2 ou +3

- DUT génie industriel, génie électrique, productique, génie thermique, mesures physiques, génie biologique, gestion logistique. BTS maintenance industrielle, électrotechnique, contrôle industriel et régulation, conception de produits, traitement des matériaux, mécanique et automatisme.
- Licences radio-protection, assurance qualité en pharmaco-vigilance, hygiène et sécurité, gestion de la production, maintenance aéronautique (Toulouse-II), électronique et informatique embarquées (Aix-Marseille-III), commercialisation des produits et services industriels (Marne-la-Vallée).

Bac+5

- Ecoles d'ingénieurs
- Masters en achat (Desma de Grenoble, Lyon-III, Mulhouse, IAE de Bordeaux), management logistique (Lille-I), sûreté nucléaire (INSTN), management de la production, management de la qualité (notamment celui de Paris-Sud), masters de marketing santé, de développement clinique, réglementation du médicament, data-management, ingénierie de la santé (Montpellier), génie physiologique et informatique (Poitiers), prévention des risques et nuisances technologiques (Aix-Marseille-II), acoustique des transports (université du Maine), qualité et gestion des risques en santé (IAE de Nantes).

noir se fait de plus en plus rare et précieux, il faut donc en chercher. « *Les dépenses d'exploration pétrolière demeurent importantes* », note-t-on à l'Apec (Association pour l'Emploi des Cadres). Opportunités également dans le nucléaire pour les jeunes qui croient à cette « énergie sans CO₂ ». Chez Areva, malgré les récents déboires de nos EPR, quatre réacteurs sont en construction en France et à l'étranger. 2 000 embauches en France sont annoncées en 2010 dont 400 juniors, en majorité des bac+5, écoles ou fac. « *Le profil des masters en mécanique par exemple nous convient parfaitement* », explique Jérôme Eymery, responsable du recrutement.

Autre gisement : la pharmacie. Ce secteur de pointe a vu ses emplois croître de 14% en dix ans. Malgré la crise et la concurrence des médicaments génériques, les labos réclament des troupes fraîches : près de 10 000 personnes par an, « *dont 25% de moins de 26 ans* », précise leur syndicat professionnel, le Leem (Les Entreprises du Médicament). « *On s'ar-*

LA COURSE À L'INNOVATION GAGNE TOUTES LES INDUSTRIES. RÉSULTAT, LES EMBauchES DES CHERCHEURS SE PORTENT BIEN.

rache les pharmaciens et les médecins », note Emmanuelle Garassino, responsable de l'Observatoire des Métiers du Leem. Cette experte connaît sur le bout des doigts les diplômés qui font mouche, par exemple « *les licences d'assurance qualité, les masters de marketing santé, de développement clinique ou encore de réglementation du médicament* ». Ainsi, avec son master en ingénierie biochimie et biotechnologies à Lyon-I, Sihem Naji, 27 ans, s'est vite casée dans une PME marseillaise de diagnostics in vitro, Ipsogen. Ingénieure de production, elle s'occupe de tests d'évaluation des cancers du sein pour un

salaires compris entre 30 000 et 35 000 euros par an. « *Je surveille les analyses, je suis en contact avec les collaborateurs, les clients, les hôpitaux. J'aime à penser que ce que je fais aide les médecins à choisir le traitement.* »

Car les postes évoluent. Fini l'ère des *blockbusters*, ces médicaments best-sellers vendus à très grande échelle. Place aux vaccins ciblés, aux biotechnologies, aux remèdes sur mesure, dévoreurs de matière grise. Le métier de visiteur médical décline, celui de chercheur en « R&D » (recherche et développement) progresse. Et autour des poids lourds de la pharmacie poussent des PME innovantes. En particulier dans les biotechnologies. Ainsi, Hélène Rouquette a créé IDD, une PME de Rhône-Alpes de 100 personnes avec un site à Paris et un autre à Evreux. « *J'ai embauché 28 personnes en un an, soit deux par mois* », explique-t-elle. Quels profils ? Des BTS et DUT de chimie, des diplômés de l'Insa ou de la fac, comme Caroline Follet, chef de projet chargée des affaires réglementaires, diplômée de l'Ecole nationale supérieure de Chimie de Montpellier et d'un master parcours du médicament à Reims : « *C'est moi qui veille tout au long de la fabrication à ce que l'élaboration du médicament soit conforme aux exigences. Passionnant.* »

La course à l'innovation gagne toutes les industries. Résultat, les embauches des chercheurs se portent bien (voir notre article sur la recherche p. 36). C'est aussi vrai d'autres fonctions transversales : les achats, la qualité, la logistique et la maîtrise des risques sont aujourd'hui de véritables métiers. Elles s'apprennent dans les filières spécialisées des écoles ou des facs. Ces dernières étant parfois les plus cotées... Il y a encore les métiers de la maintenance, de l'électricité électronique, mais aussi de la logistique – cruciale pour organiser la production et la distribution. Seulement les jeunes n'en rêvent pas toujours car, contrairement aux médecins, avocats ou policiers, ceux-ci sont rarement exercés par les héros de séries télévisées...

JACQUELINE DE LINARES

INFORMATIQUE, TÉLÉCOMS

La reprise s'annonce

Très sensible aux aléas de l'économie, l'industrie high-tech tourne au ralenti. Mais les départs en retraite et le rebond, déjà en vue, invitent à l'optimisme

Effectifs : 515 000

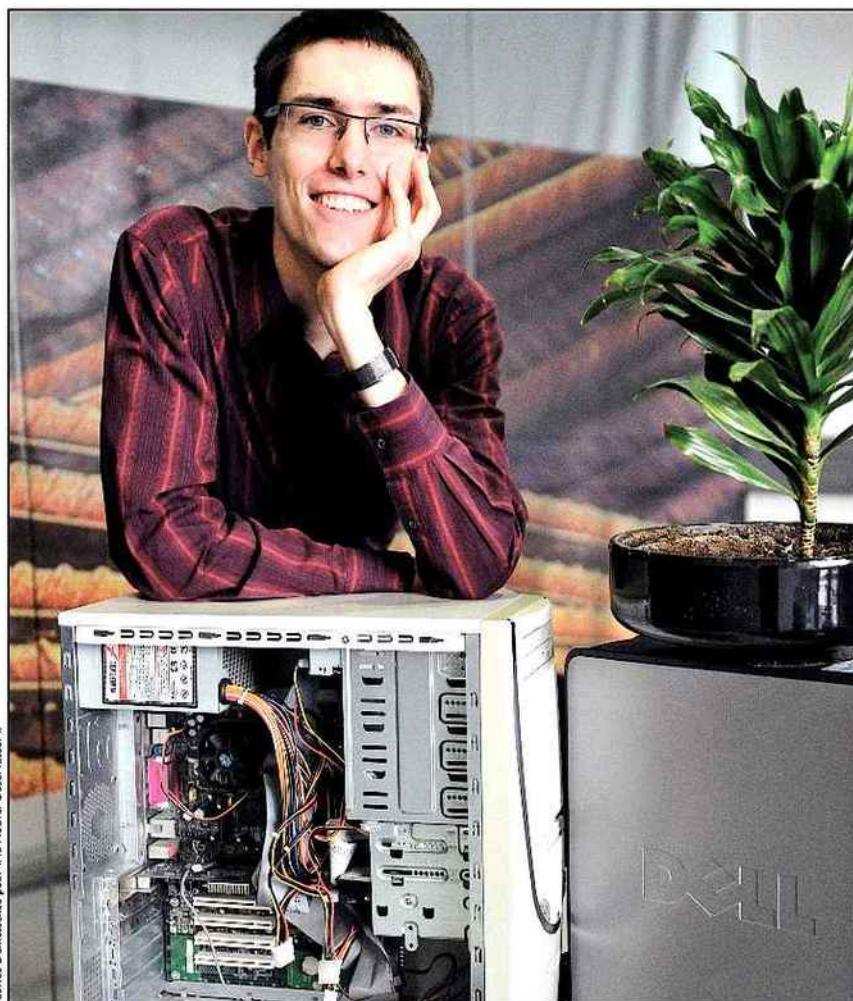
Taux de chômage : ingénieurs 4%,
techniciens 8%

Recrutements cadres en 2009 : 26 000

Mais lâche donc ton ordinateur!» Que les parents d'ados geek-fanas d'écrans et de nouvelles technologies – se rassurent, la passion des puces peut, in fine, faire bingo. Ado, Pierre Duchesne passait ses journées en tête à tête avec son PC, à le démonter, l'optimiser. Jusqu'à recycler les composants du vieux frigo familial pour refroidir sa machine! A 23 ans, tout juste diplômé de l'ECE, une école d'ingénieurs parisienne, le voici déjà PDG d'Avob. Une start-up montée avec trois copains de promo pour commercialiser un logiciel qui s'attaque au gaspillage énergétique des ordinateurs. Sa société surfe sur la vague du Green IT, l'informatique verte ou écologique, qui rassemble toutes les méthodes, logiciels ou processus réduisant l'impact de l'informatique sur l'environnement. En plein boom actuellement. «Nous tablons sur 2 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2010», explique Sébastien Lavyssière, l'un des trois compères, catapulté directeur technique.

Bien joué, car du côté des recrutements classiques «2009 n'a pas été un grand cru, reconnaît Philippe Tavernier, du Syntec Informatique, qui regroupe éditeurs de logiciels et sociétés de services informatiques. Les recrutements ont diminué de moitié : autour de 18 000 ou 20 000 emplois, contre 40 000 en 2008». L'Apec (Agence pour l'Emploi des Cadres) confirme cette dégringolade, avec un tiers d'offres en moins. Un coup de froid sensible, mais qui n'a fait que tempérer un marché jusque-là explosif. «En mettant mon CV sur Monster, j'ai eu beaucoup de retours de petites SSII, le marché était cependant moins euphorique du côté des grandes», raconte par exemple Chloé Carpentier, jeune ingénieure embauchée à 37 500 euros – tout de même – comme auditrice des systèmes d'information chez Mazars, un cabinet d'audit.

Une année plus tôt, c'était de la folie! A peine leur curriculum en ligne, les diplômés



THOMAS ALBISSER,
23 ans, ingénieur fondateur de Hop-Cube

La réussite de Google, lancé par deux étudiants, le fait rêver. Son idée à lui est née lors d'un concours organisé par Microsoft autour du développement durable. «Passionné par l'informatique», Thomas a opté pour l'Efrei, une école d'ingénieurs spécialisée en nouvelles technologies. Directement après le bac, «pour rentrer dans le vif du sujet», et avec «une formation ouverte : je ne voulais pas juste être technicien». Avec un copain de promo, il a créé Hop-Cube, qui propose un service de notation écologique de produits pour les sites de vente en ligne. «Une note sur 10, pour juger de l'impact environnemental des produits lors de nos achats», explique Thomas. Et s'il s'est lancé dans l'entrepreneuriat, ce n'est pas faute de propositions : «Toutes les entreprises où je suis passé en stage m'ont offert un poste, et l'une d'elles a même tenté de me recruter à plusieurs reprises.» La crise lui a juste donné un coup de pouce : «Le marché de l'emploi ralentissant, c'était le moment de se lancer. Avec les start-up, on a l'impression que tout est possible.»

F.W.

Les meilleurs diplômés

Bac+2 ou +3

- BTS informatique et réseaux, informatique de gestion, DUT informatique, Stid (Statistique et Informatique décisionnelle)
- Licences systèmes informatiques et logiciels, automatique et informatique industrielle, réseaux et télécommunications, statistique et informatique pour la santé (Vannes)

Bac+5 ou +6

- Ecoles d'ingénieurs (Supélec, Télécom Sud Paris, Télécom Bretagne, Esiea, ECE, Ensimag, Efrei...), master Miage, informatique réseaux et télécoms, management et nouvelles technologies, cryptologie et sécurité informatique (Bordeaux-I), architecture et conception des systèmes intégrés (Paris-VI), technologie de l'information et web (Lyon-I), ingénierie des systèmes informatiques (Toulouse-III), Aigeme (Paris-III), ingénierie des contenus numériques en entreprise (La Rochelle), systèmes d'information et management de l'entreprise (IAE Orléans), Master spécialisé en sécurité de l'information et des systèmes (Esiea).

étaient pris d'assaut par les recruteurs. Car personne ne peut plus, aujourd'hui, se passer d'informaticiens : les entreprises, les banques, les administrations, les commerces. L'ordinateur est roi, et pour faire tourner les bécanes, construire les réseaux, inventer les applications, les logiciels, il faudra sans cesse plus de troupes. Même dans les usines... Des puces toujours plus performantes, toujours plus ingénieuses se nichent partout, des GPS aux aspirateurs en passant par les cartes bancaires, les satellites ou les téléphones mobiles... Sans parler des développements incessants du Net où il faut constamment inventer, adapter outils et langages.

Et si 2010 démarre encore dans le gris, gageons que le ralentissement ne durera pas. Très sensible aux aléas de la conjoncture, la profession devrait repartir de plus belle. Elle représente quoi qu'il en soit un poste de cadres sur quatre et absorbe jusqu'à un tiers des jeunes diplômés des filières scientifiques!

«Les départs en retraite sont aussi très nombreux», observe Michel Nosrée, responsable d'une agence Manpower. Il faut bien remplacer les partants.» En attendant, c'est un peu comme dans l'immobilier, quand le marché faiblit, les biens les moins convoités trinquent. En ce moment, les entreprises ne sont plus prêtes à embaucher et former n'importe quel bac+5 en biologie ou en chimie, elles se rabattent sur les grandes écoles spécialisées, ou les masters en informatique les plus cotés. «Elles sont en attente d'un diplôme précis, voire d'une certification complémentaire, et l'alternance est également un plus énorme», note Michel Nosrée.

« Une stagnation des salaires »

Les diplômés stars, comme les Miage avec leur double spécialité en informatique et gestion, sont encore à la fête. Quentin Martouzet fait partie de ces heureux courtisés, avant même d'avoir obtenu son diplôme : «Je suis

resté chez Bull qui m'a offert un poste dès la fin de mon stage, mais c'est assez flatteur de se faire chasser...» Et certaines spécialités valent toujours de l'or. Notamment la sécurité informatique. «Chaque semaine ou presque, je vois une entreprise qui me sollicite pour des étudiants», assure Robert Erra, responsable du master (bac+6) de l'Esiea (Ecole supérieure d'Informatique, Electronique, Automatique). Certaines désespèrent de trouver un candidat. Chaque élève reçoit 4 à 5 offres de stage avec promesse d'embauche.» Avec des salaires de sortie autour de 38 000 euros brut annuels, mais qui peuvent grimper jusqu'à 45 000 euros. «La sécurité de l'information et des systèmes est devenue un enjeu stratégique», explique Robert Erra. C'est un domaine mouvant où spécialistes de la sécurité et hackers se livrent un perpétuel face-à-face.» Plutôt excitant...

Les cursus courts, bac+2 ou +3, en revanche, souffrent plus. «Les métiers sont de plus en plus techniques et technologiques», explique Philippe Tavernier. Ils évoluent très vite, et sur des formations courtes, le gage d'une plus grande adaptabilité est moins évident.» Certains BTS, DUT ou licences tirent quand même très bien leur épingle du jeu, comme les diplômés en statistique et informatique décisionnelle où les offres d'emplois dépassent de loin le nombre de diplômés.

Idem du côté des télécoms. La fièvre est retombée : «Jusqu'ici, 80% de nos diplômés étaient en poste avant l'obtention de leur diplôme. Aujourd'hui, on descend à 65%», dit Jean le Traon, à la direction entreprise de Télécom Bretagne. Jean Soma, de l'Efrei, note, lui, «une stagnation des salaires». Mais 2010 s'annonce déjà comme un bon millésime pour les opérateurs des télécommunications, avec notamment le formidable marché du paiement via un téléphone portable.

FANNY WEIERSMULLER

DROIT

Les lois de la réussite

Beaucoup d'appelés, des débouchés... Mais pour viser haut dans les professions juridiques, mieux vaut choisir un double cursus et maîtriser l'anglais

C'est du dernier chic. Rachida Dati, Frédéric Lefebvre, Dominique de Villepin... On ne compte plus les grands noms de la politique s'offrant une reconversion en robe noire d'avocat. Il faut croire que le métier a du bon. Du moins pour les people. Car en ce moment, l'atterrissage se révèle un peu sec pour les débutants. « A l'Ecole du Barreau de Paris, qui forme la moitié des avocats en France, sur les 1 400 élèves en recherche de stage, 50 n'en ont toujours pas trouvé. C'est une situation assez inédite », constate Jean Castelain, le bâtonnier du barreau de Paris. Inédite, en effet, car jusqu'ici les 48 000 avocats avaient plutôt le vent en poupe. Portés par une judiciarisation croissante, la multiplication des lois dans tous les domaines, des citoyens et entreprises enclins à faire valoir leurs droits devant les tribunaux en France comme à l'étranger, etc. La profession absorbe donc sans trop de peine les nouveaux venus, pourtant nombreux chaque année puisqu'il n'existe pas, à la différence des professions médicales, de numerus clausus. Peut-être parce que la densité de juristes reste néanmoins bien plus faible chez nous que chez nos voisins britanniques, allemands ou italiens. Les débutants font souvent leurs premiers pas comme collaborateurs avant d'ouvrir leur propre cabinet ou de devenir associés dans une grande structure. D'autres entrent dans les services juridiques des entreprises, qu'ils aient ou non prêté le serment d'avocat. Les honoraires grimpent ensuite avec l'expérience... et le carnet d'adresses.

Minimum bac+5

Mais 2009 n'a pas été une année comme les autres. Virginie le Foll, consultante au cabinet Robert Half, a constaté, comme les autres observateurs du marché, un coup de frein brutal tant dans les cabinets qu'en entreprise... Brutal, mais sans doute pas durable. Aussi conseille-t-elle aux étudiants de « décaler leur entrée sur le marché du travail en complétant leur cursus par une année en école de com-

MAGDA PICCHETTO,
27 ans, avocate

« J'ai toujours voulu être avocate, car je suis bavarde et j'aime m'exprimer en public », confie-t-elle. Direction Paris-II, puis l'Ecole du Barreau. « Je viens de prêter serment et j'ai été engagée comme collaboratrice chez Coty Vivant Marchisio & Lauzeral, un cabinet d'affaires où j'avais déjà effectué plusieurs stages. » Son quotidien ? « Très varié, je fais des contrats, du droit des sociétés, du droit boursier... Ce qui me plaît surtout, c'est de plaider. Puis j'ai la chance de travailler dans un environnement très convivial, rien à voir avec certains cabinets guindés. » Et pour la suite ? Elle ne s'interdit rien, « je suis passionnée par les Etats-Unis, j'ai aussi été séduite par un stage extraordinaire au Japon. C'est sûr, je ne serai pas une avocate parisienne toute ma vie... » **B. G.**



merce ou à l'étranger lorsque c'est possible ».

Les myriades d'inscrits en droit (180 000 en 2009) ne deviennent pas tous des professionnels aux revenus confortables. Echecs et abandons au cours des premières années d'études, assez arides, sont très nombreux. Et pour le vulgum pecus qui ne peut faire de son nom un fonds de commerce, la spécialisation adoptée s'avère déterminante pour la suite. Bien choisie, elle permet d'aborder le métier sereinement, comme Julie, jeune fiscaliste, titulaire du DJCE (Diplôme de Juriste Conseil d'Entreprise) à la fac de Nancy. Arrivée en droit pourtant presque par hasard. « Quand je me suis inscrite après le bac, je me suis dit que ça me mènerait forcément quelque part. C'était loin d'être une passion... Je n'étais pas du genre à passer une nuit à travailler pour un examen ! » Car c'est là un des petits « miracles » des études juridiques : la vocation peut venir en chemin. « A partir de la licence, j'ai commencé à y prendre vraiment goût et à mettre les bouchées doubles », explique-t-elle. Sacrée meilleure jeune fiscaliste par Ernst & Young en 2008, Julie a cumulé les stages prestigieux entre cabinets, banques d'affaires..., puis sous les ors du Conseil d'Etat.

A 24 ans, elle s'apprête à devenir avocate et confie « avoir plusieurs pistes sérieuses et séduisantes »...

A l'inverse, il ne faut pas s'attendre au tapis rouge dans le droit public en particulier. Quant aux avocats pénalistes, en dehors de quelques stars des prétoires, la vocation est peu rentable. Il y a aussi les spécialistes du droit dit des personnes, ou droit privé, qui s'occu-

peut aussi bien des divorces que des querelles de voisinage. Là aussi, les revenus sont plutôt modestes.

A quel domaine donc donner la préférence pour une carrière de golden boy ou golden girl ? « *Les femmes représentent désormais 50% des "droit fiscal international, droit de l'environnement ou encore droit social"* », précise Rémy Fouilloy, le directeur exécutif de la division juridique du cabinet Michael Page. Lise Cornillier, avocate, confirme : les spécialistes de droit social sont une denrée rare. « *En ce moment, je cherche à embaucher deux collaborateurs dans cette discipline et j'ai mis trois chasseurs de têtes sur le coup !* », confie-t-elle. Pour faire face aux problématiques de restructuration engendrées par la crise (ventes de filiales, réorganisations, plans sociaux et même... séquestrations de patron), quelques cabinets n'ont d'ailleurs pas hésité à monter des équipes entièrement dédiées. Comme le cabinet Cotty Vivant Marchisio & Lauzeral, amateur de « *jeunes gens qui cumulent une double formation, droit social et commerce par exemple, car ils ont acquis une*

Les meilleurs diplômés

Bac+2 ou +3

→ BTS notariat, DUT carrières juridiques, licence métiers du notariat, activités juridiques, assistant juridique Lyon-II, licence droit et technique des assurances (Niort). Bi-licence droit anglais, Paris-X.

Bac+5

→ Master juriste d'affaires internationales (Université de Bourgogne), droit de l'environnement (Paris-I-Paris-II), droit et pratiques des relations au travail (Paris-II), droit de la santé (Paris-X), fiscalité de l'entreprise (Dauphine), affaires réglementaires des industries de santé (Paris-XI), DJCE, Capa. Ecoles de commerce + spécialisation, master de Sciences-Po, MBA droit des affaires et management de la gestion de Paris-II.

fine connaissance de l'entreprise », explique Florence Froment-Meurice, l'une des associés.

Car c'est une constante, en entreprise comme en cabinet, les recruteurs ont des exigences élevées. Le bac+5 est un minimum, assorti du Capa (Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat). Car la préférence va aux diplômés ayant plusieurs cordes à leur arc. « *L'heure n'est plus à des juristes pur sucre*, prévient Anne-Laure Paulet, la secrétaire générale de l'Association française des Juristes d'Entreprise. *Il faut des doubles voire des triples compétences : des cursus droit et écoles de commerce, ou droit et sciences politiques et il faut bien sûr être bilingue.* » Car l'anglais est la langue de travail quotidienne de bon nombre de juristes. D'où le succès des filières mixtes (droit et langues), des étudiants ayant séjourné dans des facs étrangères pour décrocher notamment le très coté *master of laws* (diplôme de droit anglo-saxon). Moins glamour, mais tout aussi sélect, le diplôme de Julie, le DJCE, délivré dans onze universités. Près de 1 500 candidats s'y bousculent chaque année, pour seulement 330 places, mais à la sortie, jackpot assuré. « *L'intégralité de notre promo 2009 a été recrutée à l'issue de leur stage. Nous sommes clairement identifiés comme une marque par les recruteurs* », assure ainsi Pierre-Jean Gaudel, directeur de ce diplôme à Nancy.

Car, comme en médecine, cette fois, les facs de droit ont le privilège du monopole des études – excepté Sciences-Po Paris

PUBLICITÉ, COMMUNICATION

Option débrouille

Des offres en hausse mais des hordes de candidats

Effectifs : 153 000

Taux de chômage : 14%

Cela n'étonnera personne : par les temps qui courent, c'est plutôt morne plaine chez les pros du champagne et des paillettes, les créatifs ou les commerciaux de la pub. « Les postes ouverts à des débutants se font rarissimes, constate Cyril Capel de CCLD, un cabinet de recrutement spécialisé. Ils sont plutôt confiés à des stagiaires. » Logique. Quand la conjoncture est mauvaise, les entreprises se replient sur l'essentiel.

Il n'empêche, ces métiers restent portés par une véritable lame de fond. « Au fil des ans, le nombre d'offres est en hausse constante », constate Pierre Lamblin, directeur des études à l'Apec (Agence pour l'Emploi des Cadres). Car l'art du *storytelling* – fabriquer des histoires et les raconter avec talent – est devenu crucial. Tant pour les multinationales que pour les PME, branches professionnelles et lobbys en tous genres, hommes politiques, institutions, etc. Mais si les recrutements grimpent, « ils portent sur des effectifs modestes ». Sur les quelque 300 000 offres collectées en 2009 par l'Apec, seules 7 000 d'entre elles concernaient ce secteur. Insuffisant pour le nombre de jeunes formés à la fac comme dans les écoles spécialisées.

« Il faut faire flèche de tout bois, avec de nombreux stages, prévient Pierre Le Gouvello, coprésident de DDB France, un master coté ou une grande école, notamment Sciences-Po. » Avec une prime à la débrouillardise. Témoin le parcours de Romain, chef de projet web junior chez Megalo(s), une agence de marketing digital, avec son master en marketing à Paris-II : « Dès ma première année de fac, je me suis démené pour faire des stages

Les meilleurs diplômes

Bac+5

→ Celsa, Sciences-Po, masters marketing (Paris-I, Paris-II, Dauphine, IAE de Paris, Aix, Caen notamment, IMD de Roubaix), emarketing, masters spécialisés de l'Essec, l'ESTP-EAP.

NATHALIE POIRIER,
24 ans, chargée de projet
chez Zcomme

Etudiante sérieuse et réaliste, Nathalie Poirier rêve de « travailler dans la com », mais sans trop y croire. Elle a d'abord choisi un cursus loin de ses rêves : gestion à la fac. Pas pour longtemps. « Dès mon premier stage, j'ai compris que ce n'était pas pour moi ! Trop strict. » Nathalie s'est donc décidée à suivre ses premières envies. Direction le master marketing et communication de Paris-I. Efficace.

« J'ai été embauchée dans une agence spécialisée autour du recrutement dès la fin de mes études. Événementiel, communication éditoriale, conseil pour des grands comptes... Je touche à tout et je gagne 2 200 euros brut par mois. »

B. G.



Jacques Gruffe-photo pour le Nouvel Observateur

dans des services de com, puis des agences. J'ai aussi fait des relations presse pour plusieurs écoles. » Événements de prestige, conception de campagne pour vanter une région ou des produits de luxe sont réservés aux plus chevronnés. Les débutants font leurs classes dans le marketing pur et dur pour appâter les consommateurs notamment dans la grande distribution ou sur le Net. Cyril Capel recommande un cursus avec « une nette coloration commerciale ou nouvelles technologies ». Comme Khaoula, fraîchement embauchée comme chef de marché chez SFR, au salaire de 35 000 euros annuels. Son sésame : un DUT commercial, une licence marketing option ebusiness, puis un master management des nouvelles technologies... CQFD.

BÉATRICE GIRARD

qui délivre un master réputé. Pas de concurrence avec les sortants des grandes écoles, comme c'est le cas pour les bac+5 en sciences ou en gestion. Certaines universités ont ainsi pu se tailler un nom. Paris-II notamment. Qui n'hésite pas à jouer l'élitisme avec son collège de droit pour bacheliers mention très bien, ou à vanter ses diplômés auprès des entreprises dans des *job fair* à l'américaine, etc. Marc, 23 ans, embauché au lendemain même de son diplôme pour 40 000 euros par an grâce à un master droit et pratiques du travail. « J'ai choisi ce métier pour être au plus près des salariés, j'ai l'impression d'être utile, c'est très humain », raconte-t-il. Le droit de la santé et de la protection sociale a aussi le vent en poupe. On s'arrache ses spécialistes dans les ordres professionnels médicaux et paramédicaux, les organismes de santé publics et parapublics, ou encore les fonds d'indemnisation.

Il y a aussi les études d'huissiers ou de notaires... Dans cette profession, 500 nouveaux diplômés s'installent chaque année pour faire face au papy-boom et les techni-

LE DROIT DE LA SANTÉ
ET DE LA PROTECTION
SOCIALE A AUSSI LEVENT
EN POUPE. ON S'ARRACHE
SES SPÉCIALISTES.

ciens du droit, de niveau bac+2, sont aussi particulièrement recherchés. Parmi les collaborateurs de notaires, par exemple, qui prévoient 3 000 départs à la retraite dans les quatre prochaines années, les opportunités sont réelles. « Nous recrutons des assistants juridiques, des négociateurs immobiliers et des formalistes directement après le BTS notarial récemment créé », explique Xavier Daudé, directeur de la formation au Conseil supérieur du Notariat. Pas de souci d'insertion non plus pour les juristes rédacteurs d'actes internes (les anciens clercs), désormais embauchés après une licence professionnelle. « A terme, il y aura une vingtaine de licences professionnelles sur tout le territoire, pas davantage, car il serait ridicule d'ouvrir en grand les vannes de la profession », estime le notaire. Autre piste, le DUT carrière juridique, qui offre une excellente porte d'entrée pour travailler dans les compagnies d'assurances, les banques ou les organismes de crédit, et même les directions des affaires financières des entreprises. BÉATRICE GIRARD

JOURNALISME, ÉDITION

Les plumes du web

Très convoités, les rares jobs – souvent de pigistes – se décrochent après des stages

Effectifs : 38 000 journalistes
10 000 salariés dans l'édition
Taux de chômage : 14%

La société de l'information n'est guère tendre pour les aspirants journalistes. Ce serait d'ailleurs désormais un métier de chien à en croire un palmarès américain *Best and Worst Jobs* où il n'arrive qu'à la 184^e place, sur la même marche que celui de... bûcheron, chauffeur de taxi ou encore boucher ! Une chose est sûre, les jobs se raréfient. Soixante-treize cartes de presse supplémentaires seulement en 2008, quand les troupes avaient crû de 60% entre 1980 et 1990, puis de 20% jusqu'en 1999. Depuis, calme plat... Grandes rédactions et chaînes de télé réputées réduisent leurs effectifs. Le web est bien en quête de jeunes plumes, mais on les surnomme « les OS de l'info », tout un programme... Avec journées à rallonge et permanences le week-end ou la nuit !

En presse écrite – le plus gros employeur – la plupart sont pigistes, payés à l'article, et c'est souvent chiche... La Commission de la Carte vient ainsi d'abaisser à un demi-smic le revenu minimal pour obtenir ce sésame professionnel ! « Il y a quelques années, il fallait deux ans pour être sur les rails, aujourd'hui, ça peut être quatre ou cinq avant d'avoir un emploi stable », précise Pierre Savary, directeur des études de l'ESJ à Lille. Dans ce contexte, l'appui technique, le carnet d'adresses et le réseau des anciens d'une école ne sont pas un luxe. Et si le cénacle des douze formations reconnues n'est pas l'unique porte d'entrée pour le métier, il reste la meilleure voie.

Pourtant, beaucoup persistent. Leur planche de salut : défricher de nouveaux métiers. Comme Mélissa Bounoua, embauchée avant même la fin de ses études à l'école de journalisme de Sciences-Po par la

Les meilleurs diplômés

Bac+5 ou +6

→ Ecoles de journalisme reconnues par la profession. Master journalisme de Sciences-Po. Master politiques éditoriales Paris-XIII-Villetaneuse, veille et ingénierie des systèmes documentaires (Paris-VIII, Lille-III, Poitiers), chef de projet en ingénierie documentaire (INTD). Master spécialisé management de l'édition Asford-ESCP Europe.

chaîne Arte. Sa mission : modérer les commentaires sur le site arte.tv et alimenter les réseaux sociaux, jusqu'à la page Facebook de la chaîne, y compris les comptes YouTube ou

Dailymotion. « C'est un boulot complètement neuf. Je l'ai défini en le faisant. » Reste aussi, pour faire son trou, la presse professionnelle ou spécialisée, nettement plus accueillante,

ou encore les nouvelles chaînes de télévision qui se multiplient.

L'édition, elle aussi, vit sa révolution numérique. Difficile, par exemple, de faire fi du web-marketing et du buzz pour promouvoir les livres. L'écrit doit se conjuguer avec des outils en constante évolution. « Les éditeurs recherchent des gestionnaires de projets capables de jongler avec tous les nouveaux supports, l'eBook, le jeu vidéo, le smartphone... », explique Aïda Diab, directrice de l'Asford, le Centre de Formation du Syndicat national de l'Édition.

Un micro-marché de 10 000 salariés, souvent réservé aux sortants de masters prisés, pas forcément littéraires. Car les belles-lettres y ont moins la cote que les livres illustrés (pratique, jeunesse, scolaire) ou les publications scientifiques et juridiques, principal vivier d'emplois. « Nous avons toujours autant de postes, mais les exigences sont plus élevées », précise Aïda Diab. Même chambardement du côté de la documentation. « De nouveaux jobs apparaissent, explique Loïc Lebigre à l'Association des Professionnels de l'Information et de la Documentation, les documentalistes de projet, coordinateurs de cellule de veille ou animateurs de communauté. » Accrochez-vous !

FANNY WEIERSMULLER

FRÉDÉRIC GOMARIZ,
25 ans, éditeur scientifique bimédia

Il a d'abord collectionné les diplômes : master de maths, puis philosophie des sciences, et enfin politiques éditoriales à Paris-XIII. Ce scientifique à la fibre littéraire a craqué pour ce domaine qui « allie à la fois le travail intellectuel et le travail artisanal ». Embauché chez Bordas comme éditeur scientifique dans le manuel scolaire, en grande partie papier, mais aussi numérique. Toujours en CDD, mais philosophe : « Le CDI dans l'édition, c'est un peu le Graal. » F.W.

ENSEIGNEMENT, RECHERCHE

La revanche des Cosinus

La recherche sera portée par les investissements publics. Et le niveau rehaussé des concours enseignants crée des opportunités

Effectifs : 1 million d'enseignants, 96 000 chercheurs dans le public, 108 000 dans le privé.

Recrutements en 2009 :

18 000 enseignants, 30 000 postes en recherche et développement dans le privé.

Longtemps les entreprises ont boudé les docteurs ès sciences. « *Trop intellos, à 10 000 kilomètres de nos réalités, n'arrivant pas à la cheville d'un ingénieur* », disaient-elles. Mais les temps changent... Ces bac+8, pour certains purs produits de la fac, ne sont plus regardés de haut, et bien des entreprises leur ouvrent aujourd'hui leur porte. « *L'évolution est bien réelle, ce ne sont pas juste des déclarations d'intention* », assure Martine Pretceille, directrice d'ABG, une association spécialisée. Les besoins sont considérables : en quelques années, les services de recherche et développement sont devenus l'une des fonctions offrant le plus de postes aux cadres. Ajoutez à cela, malgré les difficultés du moment, des perspectives qui s'améliorent sous l'impulsion de l'Etat. Dans le cadre du « grand emprunt national », 11 milliards ont été affectés à la recherche et à l'innovation. « *Même les très petites entreprises nous sollicitent pour recruter des docteurs. Il s'agit souvent de start-up innovantes, mais aussi de PME traditionnelles* », dit Martine Pretceille. Exemple : Aurélie Serrero, 26 ans, thésarde en sciences des matériaux, embauchée à la sortie de l'école à un poste de chef de projet chez Sofradim, une PME en prothèses médicales. Son salaire : 34 000 euros par an. Elle travaille sur des biomatériaux capables d'adhérer au corps humain. Elle raconte : « *Savoir que ce qu'on fait sera utile aux gens, aux équipes médicales, c'est très motivant !* » Un enthousiasme partagé par beaucoup de jeunes chercheurs. « *Mais il faut sortir des idées reçues, la recherche, c'est un travail en équipe. Il faut beaucoup de dynamisme, savoir aller à la pêche aux subventions rédiger et pas seulement faire des manip de labo !* », explique Aurélien, jeune chercheur en biotechnologies.



Román Sañudo pour le Nouvel Observateur

Vincent LEMONDE,
chercheur et entrepreneur

Ce chercheur en informatique de 31 ans est un peu stressé ces derniers temps. Sa start-up créée avec Ludovic Brethes (ci-dessus, à droite) voici trois ans s'apprête à franchir un cap décisif. « *Cette fois, nous devons devenir une entreprise industrielle. Jusqu'à maintenant, on fonctionnait plutôt comme un labo.* » Noomeo, sa société, invente des outils

permettant de filmer en 3D avec une extrême précision. Jusqu'ici pour l'industrie, qu'il s'agisse de réaliser des prototypes, des pièces sur mesure. Mais bientôt pour vous et moi ! « *On pourra par exemple sur son ordinateur ou son téléphone créer des avatars en relief, envoyer les dimensions en volume de son pied pour des chaussures, voir des objets en 3D sur eBay, etc.* » Installée à Toulouse, Noomeo emploie déjà 11 personnes. Et ce n'est qu'un début... **V. R.**

Les meilleurs diplômés**Bac+5**

→ Pour les concours du secondaire et du primaire : masters en lettres classiques, lettres modernes, allemand, anglais, physique-chimie, musique, mathématiques, etc.

Bac+8

→ Master ou écoles d'ingénieurs et thèse en informatique, électronique, mathématiques, biotechnologie, imagerie médicale, énergie, spécialités industrielles, droit, économie, gestion, sociologie.

La mobilité est aussi un atout. Aurélie, parisienne, s'est envolée pour Trévoux, une zone d'activité dans la région lyonnaise. Sa PME vient d'être rachetée par un groupe américain, Covidien. « *Mon "N+2" est à North Haven, dans le Connecticut. On échange surtout par téléphone, en visioconférence, il y a aussi des déplacements...* » Après son diplôme d'ingénieur en chimie, Aurélie a préparé sa thèse via une convention Cifre. Un dispositif en alternance. « *Même si l'on est encore étudiant, on est déjà dans le concret en travaillant sur un sujet utile à l'entreprise.* » Indemnité minimale : 24 000 euros par an pendant ses études.

« Les entreprises sont de plus en plus demandeuses, se félicite Philippe Gauthier à l'Agence nationale pour la Recherche et le Développement. Et contrairement aux idées reçues, elles s'intéressent aussi à des thèses en sciences humaines et sociales. » Docteur en psychologie, Célia est ainsi consultante pour un important éditeur de jeux vidéo. Et les cerveaux les plus recherchés ne sont pas toujours ceux que l'on croit. Voici peu, on se disputait à travers la planète les docteurs en... management ! Grandes écoles et business schools américaines faisant à certains de vrais ponts d'or. Les Etats-Unis accueillent encore à bras ouverts de nombreux jeunes chercheurs français, en biologie, mais aussi en économie...

Chez nous, les domaines les plus cotés du moment sont notamment l'énergie, l'électronique, l'informatique... Et les candidats sont une denrée rare. « Nous avons recherché en vain de jeunes docteurs français, et puis nous avons fini par recruter un Russe et un Palestinien ! », raconte Najia Tamda, 31 ans, jeune chercheuse cofondatrice d'une société d'ingénierie médicale, Imacisio, installée il est vrai à Besançon, région peu attractive. Pour faire carrière dans

« NOUS AVONS RECHERCHÉ EN VAIN DE JEUNES DOCTEURS FRANÇAIS, ET PUIS NOUS AVONS FINI PAR RECRUTER UN RUSSE ET UN PALESTINIEN. »

le public en revanche, la compétition reste féroce. Décrocher un poste de maître de conférences est un parcours du combattant. A l'inverse des carrières d'enseignants dans les collèges et les lycées, où l'on se battra peut-être bientôt pour trouver des profs...

Deux fois moins de candidats ! Cela paraît à peine croyable, mais en cinq ans, le nombre de ceux qui se présentent au Capes a été divisé pratiquement par deux. Résultat, en langues, lettres, maths et physique-chimie, c'est presque un quart des candidats qui sont admis. Quant aux amoureux des lettres classiques, leur taux de réussite grimpe à 41%. Et ce n'est qu'un début : la nouvelle réforme du concours est encore plus sélective. Il faudra désormais pousser jusqu'à bac+5 pour se présenter aux concours de recrutement. Avec un calendrier des plus sportifs : la même année, préparer les épreuves et décrocher son master. A condition de posséder ces formations initiales, il y a donc des places à prendre... Surtout dans les régions peu « attractives » : l'Île-de-France, le Nord ou encore l'académie de Dijon.

VÉRONIQUE RADIER

COMMERCE, VENTE

La bosse du business

Bonne nouvelle : la fonction commerciale améliore son image

Effectifs : 520 000 cadres commerciaux, 540 000 agents de maîtrise dans la distribution, 540 000 commerciaux.
Recrutements cadres en 2009 : 43 000 postes.
Taux de chômage : 10% chez les cadres.

Finalement, l'attrait de Nicolas Sarkozy pour le bling-bling a peut-être du bon. Est-ce l'image d'un président décomplexé, assumant son goût pour tout ce qui brille et n'hésitant pas à endosser lui-même l'habit d'un super-VRP ? Toujours est-il que nous vivons une révolution culturelle inattendue : « Tout ce qui touche à l'argent était mal vu jusque-là, le changement a été radical, explique Jean-Pierre Arnaud, président de Dirigeants Commerciaux de France. En particulier grâce aux efforts des enseignants. » Longtemps snobés, la vente et le commerce commencent à trouver grâce aux yeux des jeunes diplômés. Une grande première, car jusqu'ici la caricature du baratinier à grosse voiture et petits scrupules en détournait bien des jeunes. C'est bien simple, le mot même de commerce paraissait si peu chic que la plupart des écoles de commerce ont préféré changer leur nom pour devenir des écoles de management...

« La crise a rendu plus attractifs ces métiers, qui constituent un énorme gisement d'emplois », constate Francis Petel, à la tête d'un observatoire spécialisé. « Nous constatons encore une très forte demande des entreprises, confirme

Les meilleurs diplômés

Bac +2 ou +3

→ BTS et DUT commerciaux, licences en commerce, e-commerce, Distech, commerce international, programmes bachelors des ESC et de Negocia, EGC.

Bac+5

→ Grandes écoles, Negocia ; Institut du Commerce et de la Distribution (ICD), masters en commerce, commerce international, e-commerce, achats (Desma).

Christian Chenel, directeur de Negocia, la seule grande école qui revendique le créneau de la vente. Mes diplômés décrochent des salaires de 32 000 à 34 000 euros. »

Il y a, bien sûr, mille façons d'être commercial. « Cela va du démarcheur en extincteurs pour une PME aux postes à haute responsabilité des multinationales... Certains négocient d'énormes contrats ! », précise Jean-Pierre Arnaud. Les rémunérations varient aussi considérablement. Mais pour un niveau de formation bac+2 ou +3, la fonction commerciale reste la plus rémunératrice. Autre avantage : en fonction du chiffre d'affaires engrangé, les promotions sont rapides. Les diplômés sont appréciés mais « le talent personnel et le tempérament jouent beaucoup. Il faut surtout un moral à toute épreuve », explique Francis Petel. Alors vous signez ?

ELENA BIZZOTTO

Flore Dupré, 28 ans, vendeuse de services

Diplômée d'école de commerce, Flore Dupré, passionnée de langues et de voyages, n'a pas hésité à embrasser une carrière commerciale. Recrutée par HRS, un site spécialisé, elle doit sélectionner et visiter des hôtels, à charge pour elle de les convaincre d'adhérer à sa formule. Et ce en France et en Suisse. Elle explique sans détour : « Je voulais un boulot rémunérateur et ouvert sur le monde. »

E. B.



Bravo Coulier pour « le Nouvel Observateur »

FONCTION PUBLIQUE

Cap sur les régions

Les meilleurs diplômés

Bac+2 ou +3

→ Licence d'administration publique, Cpag, rattachés aux IEP ou Ipag à l'université.

Bac+5

→ Ecole d'ingénieurs ou de commerce, masters d'IEP (notamment Strasbourg pour les concours européens) juridiques, génie civil, finance, ressources humaines.

Malgré les réductions d'effectifs, 40 000 postes sont encore à prendre, en majorité dans les collectivités locales

Oubliez la routine et les carrières pépères. Cure d'amaigrissement dans les ministères, réorganisation des services de l'Etat dans les régions et les départements, refonte des concours... Partout, il faut désormais faire mieux avec moins. Même si l'administration reste un poids lourd de l'emploi, le robinet des embauches s'est sérieusement ralenti : un départ sur deux en retraite seulement doit être remplacé. Aux quelque 15 000 profs recrutés chaque année s'ajoutent environ 15 000 agents dans les ministères, préfectures et autres administrations, en particulier à Bercy, la Défense, l'Intérieur. S'y ajoutent 25 000 emplois dans les collectivités territoriales : communes, régions, conseil généraux, etc. Leurs besoins explosent, transfert des compétences de l'Etat oblige : +5% de croissance par an.

Beaucoup de postes donc, mais surtout énormément de candidats ! Et pour réaliser son rêve, Pauline Guillosson, 22 ans, met les bouchées doubles : « Je suis en dernière année à Sciences-Po-Rennes, je fais aussi un master droit et gouvernance dans le sanitaire et social, tout en préparant les concours de santé publique, notamment celui de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé publique. » Soixante postes, dix fois plus de candidats... « Les oraux ressemblent de plus en plus à des entretiens d'embauche », assure Pauline. Elle dit vrai : une bonne moitié des concours ont été repensés, et testent plus les compétences et la motivation que le talent à disserter d'un sujet de culture générale. D'où l'importance des stages. Seuls quelques hauts lieux n'ont



Emilie Dreux,
25 ans, DRH à la mairie
de Prades-le-Lez (34)

Elle est la seule de sa promo de master finance de Montpellier à avoir réussi le concours d'attaché territorial. Puis elle a cherché un job. « J'avais travaillé à la Ddass, à la Drass, j'avais fait un stage au conseil général dans le cadre de mon master, tout cela m'a ouvert des portes », dit-elle. Elle a trouvé un CDD de 7 mois comme directrice des ressources humaines à la mairie de Prades-le-Lez, dans l'Hérault, un village de 5 500 habitants au pied du pic Saint-Loup. « J'ai toujours voulu faire une carrière dans le public. Ça me plaît d'être au service d'un territoire, d'un projet d'organisation, de participer activement à la vie d'un village », dit-elle. Elle gagne 1 400 euros net par mois. **C. B.**

pas bougé d'un iota, comme PENA ou le très chic concours du Quai-d'Orsay. Tous deux quasi chasse gardée des Sciences-Po-Paris.

La sélection est féroce : 9% d'admis aux concours qui recrutent à bac+3, 14% à ceux de niveau bac. Et les reçus largement surdi-

plômés. « Nous avons tous un master, alors que le concours d'attaché territorial est de niveau bac+3 », raconte Emilie Dreux à Montpellier. On se prépare à la fac, dans un IEP, ou par correspondance. Parmi les concours les plus courus, celui des Instituts régionaux d'Administration (IRA) qui forment des cadres généralistes de l'administration. Plus sélective encore, l'Ecole de la Magistrature : 6,5% de reçus, essentiellement des filles.

Les collectivités territoriales offrent plus de perspectives. Elles recrutent des informaticiens, logisticiens, acheteurs, financiers, juristes, chefs de projet... « On réussit son concours, mais c'est à soi de trouver un poste », explique Céline Martin, 30 ans, gestionnaire de paie au conseil général du Gard, après une licence d'administration publique, un contrat d'un an à la DRH du département et, enfin, le concours de « rédacteur territorial »... de niveau bac. Il faut éplucher les petites annonces dans « la Gazette des Communes », envoyer des CV, activer les réseaux. « La grande majorité des lauréats est embauchée au bout de quatre mois », dit Agnès Lucas-Reiner, directrice emploi et carrières au Centre national de la Fonction publique territoriale. Pour certains profils particuliers, des salariés du privé sont recrutés comme contractuels, soit un poste sur cinq environ. Sylvain Sendac, 36 ans, transfuge de l'entreprise, est désormais directeur des ressources humaines à la mairie de Dammarie-les-Lys (77). Un CDD de trois ans. Avant ? « J'ai été chasseur de têtes, puis adjoint au DRH pour un tour-opérateur. »

Et l'Europe ? « Les institutions européennes embauchent, notamment des traducteurs et interprètes francophones, mais aussi des juristes, des informaticiens... », confirme Luc Gillis, coresponsable du service information des candidats à l'Office européen de Sélection du Personnel. Les postes sont surtout basés à Bruxelles, avec des salaires plus confortables que la fonction publique en France, mais une sélection plus draconienne encore.

CAROLINE BRIZARD